

***l'Anti*capitaliste**

n°511 | 27 février 2020 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**POUR NOS
RETRAITES**



MOBILISATION

CONTRE LE PASSAGE EN FORCE

Dossier

FÉVRIER 2019 - FÉVRIER 2020
UN AN DE SOULÈVEMENT
POPULAIRE EN ALGÉRIE

Pages 6 et 7

ÉDITO

Coronavirus, crise économique
et ravages de l'austérité
Page 2

PREMIER PLAN

«Séparatisme»: la surenchère
islamophobe de Macron
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Attentat raciste en Allemagne:
tristesse, colère, détermination
Page 5

LIBRE EXPRESSION

«Ce n'est pas la démocratie qui
meurt, c'est Julian Assange» par
Geoffroy de Lagasnerie Page 12



Par HENRI WILNO

Coronavirus, crise économique et ravages de l'austérité

Les bourses ont reculé sous l'impact de l'épidémie de coronavirus. L'économie chinoise est largement à l'arrêt, ce qui handicape les ventes à la Chine ainsi que les exportations chinoises en divers produits (textiles, électronique...), mais aussi en composants nécessaires au fonctionnement des lignes de production, de l'automobile par exemple, d'un capitalisme mondialisé. Transports aérien et maritime sont en berne, de même que le tourisme international. Ce sont désormais la Corée du Sud, la Croatie, l'Iran et l'Italie qui sont touchées par la maladie.

Jusqu'où cela ira-t-il ? Impossible de répondre à l'heure actuelle. D'autant que, du côté de beaucoup de multinationales, c'est silence radio : il ne faudrait pas faire baisser les actions, ni offenser les autorités chinoises qui veulent montrer que tout est sous contrôle.

Le coronavirus n'est pas un orage brutal dans un ciel serein. La situation économique mondiale est lourde d'instabilité. Les cours sur les marchés financiers ont atteint des sommets déconnectés de la réalité de l'économie. La croissance est globalement limitée. Compression des salaires et précarisation des travailleurEs visent à soutenir des profits aux perspectives incertaines. L'endettement des États, des ménages et surtout des entreprises atteint des niveaux vertigineux.

Ce n'est pas seulement de la fragilité de la situation économique que le coronavirus est un révélateur. La crise sanitaire met à nouveau au jour le fait que les politiques d'austérité ruinent la société. C'est le cas en Chine où les inégalités face à la maladie sont extrêmes, à la mesure des inégalités sociales. Et c'est aussi le cas en France. Depuis un an, les personnels hospitaliers ne cessent de dénoncer l'effondrement du service public et manifestent pour le défendre. Ils se sont heurtés au mépris du gouvernement. Désormais, le ministre de la Santé annonce une mobilisation générale. Mais affronter une épidémie suppose des salles de soin équipées, des chambres d'isolation, des personnels. Le système hospitalier serait-il capable de faire face à une grave pandémie tout en continuant à soigner correctement toutes celles et ceux qui doivent l'être ? Il faut espérer que oui, mais on a le droit de s'interroger.

Le ministre de l'Économie Le Maire disserte sur le fait que l'épidémie change les règles du jeu de la mondialisation. Il ferait mieux de parler des conséquences des politiques d'austérité sur la santé. Pour les arrêter, il faudra une mobilisation sociale encore plus forte.

BIEN DIT

Les « petites connes » n'ont pas fini de faire enrager les sexistes de tout poil, à la télévision comme à l'Assemblée, à refuser le mépris et à exiger le retrait d'une réforme profondément injuste.

Texte collectif publié sur *Mediapart* le 24 février 2020, en réponse au député Meyer Habib qui avait traité de « petites connes » les femmes parlementaires ayant participé à la chorégraphie « À cause de Macron ».

À la Une

Pour nos retraites, mobilisation contre le passage en force

Ils ne respectent rien, pas même leur prétendu système démocratique... Lors du débat parlementaire sur le projet de loi sur les retraites, le gouvernement multiplie les déclarations et les signaux pour préparer l'opinion à une « adoption » au 49-3, c'est-à-dire sans vote de l'Assemblée nationale. Prétexe avancé ? La prétendue « obstruction parlementaire » exercée par les députéEs LFI et PCF. Mais qui a voulu précipiter le calendrier ? Qui refuse d'entendre le rejet, majoritaire, massif, de cette contre-réforme ? C'est le gouvernement qui a fait le choix de l'épreuve de force, et il semble déterminé à procéder de manière brutale. Il y a donc urgence à retrouver le chemin de la mobilisation, de la grève, pour les faire reculer.

La crise politique continue de travailler la Macronie. Après « l'affaire Griveaux » affaiblissant encore plus une campagne parisienne marquée par un rejet très fort du parti au gouvernement, la démission d'une députée LREM de l'Hérault vendredi dernier fait suite à une vingtaine d'autres, dénonçant « un mouvement hors sol, indifférent aux territoires »... Sous ses airs arrogants, la Macronie prend l'eau de toutes parts, et les coups de menton autoritaires dissimulent mal la fragilité du pouvoir.

Pour tenter de dépasser cette crise, Macron fait feu de tout bois pour détourner de la question sociale des retraites : posture internationale en faveur d'une défense commune européenne ; prétendu défenseur de l'environnement sur la Mer de glace à Chamonix ; reprise des vieilles rengaines racistes pour lancer une campagne islamophobe contre « le séparatisme islamiste ». Mais de toute évidence, cela ne prend pas, et le principal aveu de faiblesse reste bien la perspective du 49-3, dans une Assemblée nationale au sein de laquelle LREM est pourtant largement majoritaire...

La riposte doit être à la hauteur
Débuté il y a plus de deux mois, le mouvement contre le projet de loi sur les retraites reprend son souffle. La première séquence,



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

celle de la grève reconductible dans les transports, est terminée depuis quelques semaines et la mobilisation cherche de nouvelles perspectives. Malgré toutes ses limites, la dernière journée de mobilisation nationale interprofessionnelle du jeudi 20 février a manifesté la continuité du mouvement. Des dizaines de milliers de personnes se sont de nouveau retrouvées dans les rues, pour le répéter à qui refuse de l'entendre : « On est là ! ».

Le pouvoir entend accélérer le calendrier, mais le moins que l'on puisse dire est que celui proposé par les directions syndicales n'est pas à la hauteur. Le mardi 31 mars,

date proposée pour une nouvelle journée nationale de grève, est une perspective bien éloignée et isolée pour relancer la mobilisation, d'autant plus au moment où le gouvernement veut terminer rapidement la partie en utilisant le 49-3. Car c'est bien la perspective d'une contre-offensive de masse qu'il s'agit de porter, seul moyen de mettre un coup d'arrêt aux projets destructeurs de Macron et Cie.

Relancer la grève et la mobilisation générale

Ces prochaines semaines ne seront pas creuses : mobilisation des « facs et labos en lutte » à partir du jeudi 5 mars, grève internationale des

femmes le dimanche 8 mars, nouvel « acte » des Gilets jaunes et marche contre les violences policières samedi 14 mars, « semaine noire » à partir du lundi 16 mars, marche des solidarités le samedi 21 mars à l'occasion de la journée internationale contre le racisme... Autant de colères qui doivent converger, afin de maintenir et renforcer un climat de contestation généralisée des politiques de gouvernement, et poser les jalons d'une mobilisation de masse, appuyée sur des grèves dans tous les secteurs.

Dès que le pouvoir va dégainer son 49-3, la riposte la plus massive possible doit être immédiatement au rendez-vous, par des rassemblements et manifestations contre ce coup de force gouvernemental. Il faut se saisir de la journée nationale du mardi 31 mars pour aider à la relance d'un mouvement de grève générale. C'est aussi avec cet objectif que le NPA a proposé l'organisation d'une manifestation nationale à Paris en direction des lieux de pouvoir.

Enfin, pour contribuer au rassemblement de toutes celles et ceux qui veulent en finir avec Macron et son monde, les militantEs du NPA seront présents dans les prochaines élections municipales aux côtés des acteurEs des luttes.

Le mouvement est loin d'être fini, notre camp social n'a pas dit son dernier mot.

« SÉPARATISME »

La surenchère islamophobe de Macron

Tout à sa stratégie de concurrencer le RN sur son terrain raciste, Macron, à un mois des municipales, vient de proclamer haut et fort – avec le relais complaisant des grands médias – son « offensive républicaine » contre le « séparatisme islamiste ». C'était le 18 février à l'occasion de sa visite à Bourtzwiller, un quartier populaire de Mulhouse.

Ce quartier fait partie des « Quartiers de reconquête républicaine » ; il est un des quinze territoires mis il y a deux ans sous surveillance et contrôle administratif et policier renforcés dans le cadre d'un plan interministériel ayant pour objet d'expérimenter de nouvelles mesures de « lutte contre l'islamisme et le repli communautaire ». Une expérimentation qui a abouti, en novembre dernier, à une circulaire du ministère

de l'Intérieur visant à combattre toute « tentative de sécession » et à détecter et réprimer tout ce qui pourrait « [contribuer] au repli communautaire ». De simples « doutes » suffisent, précise Castaner... Soit un véritable plan de guerre, renforçant encore et encore la politique raciste qui stigmatise et ostracise les musulmanEs ou supposésEs tels. Castaner enjoint tous les préfets à faire de cette lutte une « priorité » et enrôle dans sa croisade non seulement les

autres services de l'État (Éducation nationale, Justice, etc.) mais aussi les maires, qui sont « les mieux placés aussi pour percevoir les signes faibles d'une dégradation de la situation, d'un glissement – voire d'un basculement et d'une fracture ». Le refrain tristement connu du musulman et de la musulmane potentiellement communautaristes et donc potentiellement terroristes... mais également la porte ouverte à l'arbitraire le plus total et à la délation « populaire ».

L'ennemi de l'intérieur et de l'extérieur

La prestation mulhousienne de Macron s'inscrit dans ce nouveau plan de guerre islamophobe. Il a même tenu à faire de la surenchère en remplaçant le stigmatisme raciste habituel « communautarisme » par « séparatisme islamiste ».

En choisissant sciemment ce terme, Macron désigne, plus clairement encore qu'avec le mot « communautarisme », un ennemi de l'intérieur musulman, potentiellement islamiste. Un ennemi de l'intérieur clairement identifié comme étant en lien avec l'ennemi de l'extérieur. Après avoir évoqué le financement étranger de mosquées (suffisamment vague-ment pour ne pas fâcher le précieux

Un monde à changer

MISTER GRIVEAUX ET DOCTEUR DATI. C'est une petite ligne supplémentaire au dossier de Carlos Ghosn : Rachida Dati, candidate à la mairie de Paris, qui venait alors tout juste d'obtenir son titre d'avocate, aurait perçu un total de 900 000 euros en deux ans (de 2010 à 2012) pour des missions, aux contenus des plus flous, de la part d'une filiale de Renault et Nissan localisée aux Pays-Bas. La nouvelle direction de Renault-Nissan explique que « *la réalité des travaux n'a jamais été démontrée* ». Après les perquisitions à son domicile et son bureau en octobre 2019, Rachida Dati était montée sur ses grands chevaux et avait dénoncé les « *salopards* » qui voulait la déstabiliser. Déstabilisation ou pas, elle poursuit sa campagne. Interrogée sur la double fusillade à caractère raciste de Hanau en Allemagne, elle a fait scandaleusement le lien avec la politique d'accueil des migrantEs mise en place par Angela Merkel en 2015. Du coup, Jean-Marie Le Pen a déclaré que s'il était électeur à Paris,

il voterait sans hésitation pour elle (plutôt donc que pour le candidat officiel du RN). Il n'est pas sûr que ce soutien affiché soit bon pour l'image de Dati, mais, pour l'heure, l'héritière du sarkozysme poursuit ainsi sa route et monte dans les sondages. Griveaux est un arriviste qui s'est coulé piteusement lui-même. Avec Rachida Dati, ex-ministre de la Justice, ex-députée européenne, maire du très bourgeois 7^e arrondissement de Paris, amie du Qatar et liée à divers secteurs industriels, on est dans un autre registre où se croisent mondes des affaires et de la politique. Dati se pose en « sauveuse » de la droite sur Paris mais, du côté de Macron, pullulent aussi des personnages du même genre. Ce qui est en cause dans la politique française, ce ne sont pas les turpitudes de tel ou tel, les réseaux sociaux, les manœuvres présumées de la Russie mais un système de pouvoir et de symbiose avec les capitalistes au détriment de la grande masse de la population.

RÉPRESSION Chasse aux syndicalistes au ministère du Travail

La tentative de brider la parole des inspecteurEs du travail est ancienne. Martine Aubry, alors ministre du Travail, avait ainsi pris une circulaire « ferme ta gueule » pour faire taire les agentEs de l'inspection sur ses projets et plus généralement sur les conditions de travail et d'emploi des salariéEs. Ces tentatives ne sont pas parvenues à empêcher l'expression critique sous couvert syndical, la participation de nombreux collègues à l'activité syndicale interprofessionnelle ou le soutien aux luttes de travailleurEs du privé.

Restrictions du droit syndical
Tout s'est accéléré néanmoins avec la loi El Khomri, qui entre autres mauvais coups comprenait la mise en place d'un « code de déontologie » pour l'Inspection du travail. En fait de déontologie, un véritable règlement disciplinaire qui prévoit notamment que les agentEs ne peuvent, y compris en dehors du service, « *tenir des propos de nature à nuire à la considération du système d'inspection du travail* ». Ils et elles sont également interdits « *de se prévaloir de la qualité d'agent du système d'inspection du travail dans l'expression publique de leurs opinions personnelles* ».

À l'occasion de l'examen, le 27 février, par le Conseil d'État, de la légalité de décisions par lesquelles le ministère du Travail a retiré à Gérald Le Corre ses mandats de représentant de la CGT au sein du Comité régional d'orientation des conditions de travail et de l'Observatoire du dialogue social, un retour sur la chasse aux syndicalistes lutte de classe au ministère du Travail.

Ce prétendu code de déontologie instauré par le gouvernement PS comprend un article encore plus pernicieux, selon lequel « *chaque agent veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement toute situation d'interférence entre l'exercice de son activité professionnelle et des intérêts publics ou privés, y compris l'exercice d'un mandat politique, de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de ses fonctions* ». Alors qu'il y aurait bien des situations de conflit d'intérêt avérées à faire cesser, puisqu'une partie de l'encadrement supérieur – et jusqu'à Pénicaud elle-même – entretient des liens étroits avec les milieux d'affaires, la seule application que fait le ministère de ces dispositions est dirigée contre les syndicalistes ! En effet, pour l'administration, dès lors qu'un usager (sous-entendu un patron !) peut avoir connaissance de l'appartenance ou de la proximité d'unE agentE avec une

organisation syndicale, on serait en présence d'une situation où l'exercice impartial de ses fonctions paraît influencé...
Chasse aux sorcières
Sur cette base, une véritable chasse aux syndicalistes lutte de classe a commencé au ministère du Travail, qui s'en est pris notamment à Gérald Le Corre, dans le viseur pour ses prises de position au nom de l'UD CGT 76. Le directeur général du Travail a ainsi écrit à son directeur régional et au préfet pour indiquer que la représentation de la CGT par Gérald dans une instance tripartite (État/syndicat/patronat) était de nature à créer une confusion entre ses fonctions d'agent du système d'inspection du travail et ses fonctions syndicales. Ni une ni deux, le camarade a été exclu par l'administration ! Mais avec cette procédure expéditive et ses raisonnements à l'emporte-pièce, le ministère

s'est pris les pieds dans le tapis et les décisions d'éviction ont été suspendues par le juge des référés au motif d'un doute sérieux sur leur légalité. Pénicaud et Cie n'entendent pas en rester là, et ont contesté la décision du juge des référés devant le Conseil d'État. La bataille sera de longue haleine, puisqu'à ce stade c'est seulement la suspension de la décision qui est en question – une autre procédure traitera ultérieurement de son annulation définitive. La chasse aux militantEs que mène le ministère du Travail s'inscrit dans un mouvement plus général de restriction des possibilités d'expression des agentEs publics au nom du « devoir de réserve », et dans un contexte global de répression et de criminalisation de l'activité syndicale contre lequel le mouvement ouvrier doit présenter un front uni sous peine d'en payer un prix très fort.
Correspondant

partenaire commercial qatari, impliqué dans la construction de la mosquée de Mulhouse !), le président a déclaré fermer désormais la France aux « imams détachés » envoyés par d'autres pays considérés comme des viviers de terroristes islamistes. Autre annonce, la disparition du dispositif de cours en langues étrangères (ELCO) dispensés dans les établissements scolaires par des enseignants mis à disposition par les gouvernements d'autres pays et soupçonnés par Macron d'« *enseigner des choses qui ne sont manifestement pas compatibles avec les lois de la République* ». À l'occasion du traditionnel bain de foule à Bourtzwiller, quelque peu « interpellé » par des habitantEs sur l'état de leur quartier – désert médical, chômage... –, Macron osera cette réponse : « *On doit lutter contre le séparatisme parce que quand la République ne tient pas ses*

promesses, d'autres essaient de la remplacer ». Quelles promesses ? Et le destructeur des services publics, des acquis sociaux et de l'emploi ne se contentera pas de cette cynique pirouette ; il se fera aussi combattant des discriminations ! Mais à sa façon, très « premier de cordée » : « *On doit lutter contre les discriminations, on doit mettre la méritocratie partout* » !
Combattre l'islamophobie et tout racisme !
La droite et l'extrême droite n'ont rien à redire à cette nouvelle campagne islamophobe, bien au contraire, si ce n'est de réclamer toujours plus de mesures concrètes et notamment un renforcement de la lutte contre l'immigration. Macron et les siens ne pourront rien y faire : l'original sera toujours préféré à la copie... La présente campagne islamophobe a bien sûr un sale arrière-goût



REMI JOUAN / WIKIMEDIA COMMONS

électorale mais elle survient fort à propos en pleine mobilisation sociale contre la politique néolibérale du gouvernement. Une opération de diversion et de division qu'il faut

combattre comme telle, mais qu'il faut également combattre comme opération de terrorisation de toute une population.
Jean Boucher

Le chiffre 524 milliards

C'est en dollars le chiffre d'affaires, pour l'année 2019, du distributeur étatsunien Walmart, le plus élevé au monde pour une entreprise, équivalent au PIB de l'Argentine. Les actionnaires de Walmart ont touché 11,8 milliards de dollars en dividendes et en rachats d'actions au cours de la même période.



Agenda

Vendredi 28 février, rassemblement du secteur de la culture aux Césars, Paris.
À 18 h, salle Pleyel, 252, rue du Faubourg Saint-Honoré, M° Ternes.

Samedi 29 février, manifest'action nationale contre les projets inutiles!, Nantes (44). À 12 h, place Marc-Elder, Cours John-Kennedy à Nantes.

Dimanche 1^{er} mars, Carnaval des grèves, Paris. À 15 h 30, place de la République. Carnaval des luttes local sur le 18^e, départ 14 h du jardin des Poissonniers 122, rue des Poissonniers. Goûter festif vers 17 h devant la Mairie du 18^e, M° Jules-Joffrin.

Mardi 3 mars, manifestation lycéenne contre les E3C, Paris. À 12 h, à Nation.

Jeudi 5 mars, « l'université et la recherche s'arrêtent ».

Jeudi 5 mars et vendredi 6 mars, rassemblement stop à la répression contre les grévistes de la RATP, Paris. À 12 h, 19, place Lachambeaudie, M° Cours-Saint-Émilion (L 14).

Dimanche 8 mars, manifestation féministe « Marche des grandes gagnantes! On arrête toutes! », Paris. À 14 h, place d'Italie.

NO COMMENT

Le président de la République, il n'a pas à dire qu'un salaire est trop bas ou trop élevé. Il a à s'occuper de la cohésion du pays.

EMMANUEL MACRON, interrogé à propos des très hauts salaires des dirigeants de la FNSEA (voir page 12), *Mediapart*, 23 février 2020.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



RETRAITES

Une «réforme» qui ne peut que réjouir le patronat

Le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux a déclaré le 19 décembre 2019 qu'il n'était pas demandeur de la réforme des retraites. Pourtant dans un texte publié sur son site le 10 octobre 2018, l'organisation patronale formulait ses exigences répétées à maintes reprises. Elles sont intégralement satisfaites par le projet de loi.

Extraits du texte du 10 octobre 2018 : « La réforme systémique des retraites doit viser à mettre en place un système lisible et acceptable pour tous les actifs, qui permette de réaliser l'équité entre les régimes privés et publics en rassemblant les 42 régimes actuels, et dont l'équilibre financier soit assuré à long terme. »

«Le levier de l'âge»

« Le Medef soutient le principe d'un dispositif universel dans lequel chaque euro cotisé donne les mêmes droits, quel que soit le statut du cotisant. Il y a plusieurs conditions à la réussite du nouveau système :

- Afin que chaque euro cotisé apporte les mêmes droits, il faudra clairement distinguer entre les droits acquis par le travail, financés par les contributions des actifs et des entreprises, et les dispositifs de solidarité financés par l'impôt ;
- Un dispositif de pilotage doit assurer la pérennité du système ; il devra nécessairement prendre en compte l'allongement de la durée de la vie ;
- Il est inenvisageable d'augmenter les cotisations ou de baisser les pensions, pour des raisons économiques et sociales ;
- Tous les régimes (privé, fonctionnaires, régimes spéciaux) doivent fusionner au même rythme dans le nouveau système. Dans un souci d'équité, il faudra veiller à ce que les réserves des régimes qui en ont, à l'exemple de celles du régime Agirc-Arrco qui résultent des cotisations payées par les salariés et les entreprises du privé, bénéficient à ceux qui les ont constituées.
- Nous devons assurer l'équilibre du futur système et donner la priorité au levier de l'âge, à l'exemple de ce que les partenaires sociaux ont su mettre en place dans les régimes Agirc-Arrco. »

Vers la capitalisation

Une belle constance de la part du patronat qui, en janvier 2017, faisait les « propositions » suivantes : « Le système de retraite, pour être accepté, doit conjuguer l'équité entre tous les Français quel que soit leur statut (salarié, indépendant, fonctionnaire...), la solidarité entre les générations pour que les jeunes qui paient les retraites de leurs aînés aient ensuite à leur tour la retraite qu'ils attendent, la simplicité d'un système général unifié, et enfin la souplesse car aujourd'hui, les actifs ont plusieurs vies professionnelles et peuvent changer de statut.

Cela nécessite d'agir en trois étapes :

- À court terme, sauver le régime actuel en faisant en sorte qu'une solidarité intergénérationnelle puisse s'exprimer pour les plus âgés, sans que cela obère non plus l'avenir de nos jeunes ou la compétitivité de nos entreprises. Pour cela, relever l'âge du départ à la retraite est indispensable.
- À moyen terme, engager une réforme systémique qui permette la fusion de nos trop nombreux régimes de retraite autour d'un socle de solidarité pour tous et de 3 régimes (salariés, fonctionnaires, indépendants) basés sur un système à points permettant une souplesse accrue et un passage de l'un à l'autre.
- À moyen terme également, créer les conditions du développement de la retraite supplémentaire de retraite basé sur la capitalisation, et la démarche individuelle. »

Ainsi, malgré les nuances exprimées par le Medef au cours des dernières semaines, qui concernent davantage la forme que le fond, nul doute que la « réforme » Macron est en pleine adéquation avec les volontés du patronat.

Correspondant

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Bordeaux : ça s'anime et ça se tend

La liste « Bordeaux en luttés » suscite à la fois curiosité, intérêt et enthousiasme. Car ce regroupement de militantEs d'organisations politiques comme le NPA et la FI, avec des militantEs de divers collectifs, associations, syndicats, Gilets jaunes... redonne un peu de confiance à pas mal de gens dans les milieux populaires ou dans nos entourages.

Ce que nous ressentions lors des distributions de tracts, des manifestations, dans les discussions partout, se trouve confirmé dans les sondages. Notre liste est mesurée entre 9 et 12%. Et en atteignant la barre des 10% c'est l'accès au deuxième tour qui devient possible et donc d'avoir des éluEs. C'était notre objectif dès le départ mais maintenant, cela devient une hypothèse probable, ce qui nous encourage pour la suite.

Pression à «gauche»

Mais, en même temps, cela semble surprendre, préoccuper et même énerver du côté de nos adversaires. Cette élection nous est présentée comme la « chance » historique pour Bordeaux de sortir de 70 ans de pouvoir à droite (Chaban + Juppé). Mais le candidat de « gauche », l'écologiste de service, plutôt droitier pour le coup, allié au PS, à Nouvelle Donne, à Générations et même au PC, n'arrive pas à lui seul à attirer assez de voix pour l'emporter.

Alors la pression est mise, comme par hasard, sur nous, qui pourrions être responsables de la défaite de cette « gauche » et de gâcher cette « chance » historique. Par exemple, l'ancien président de l'agglomération, champion de la cogestion avec la droite de Juppé, ex-PS, proche de Hollande, néo



FB BORDEAUX EN LUTTES

ou ex-macronien, on ne sait pas trop, appelle à soutenir le candidat écolo (la chance de gauche) tout en s'attaquant à notre liste : « Voter Poutou c'est voter Florian » (le maire actuel et successeur de Juppé). Le ton est donné.

C'est toujours fabuleux de voir ces politiciens opportunistes, qui ont tout renié et assumé des politiques libérales et antisociales, qui ont travaillé avec la droite... et qui pensent quand même pouvoir donner des leçons. Il faut une bonne dose de mépris des gens pour parler ainsi.

Cela révèle bien leur conception très particulière de la démocratie et du jeu électoral qui pour eux n'est qu'une formalité pour que le pouvoir reste entre les mêmes mains.

Un camp social à rendre visible

Notre réponse est claire : si nous réussissons à passer la barre des 10%, nous irons au deuxième tour et nous bataillerons pour avoir les éluEs qu'on peut avoir. Pas parce que nous voulons des postes, non parce que nous sommes

RENAULT Un déficit pour fermer des usines sans tabou!

Le déficit affiché de Renault est largement le résultat d'opérations comptables.



DR

montants fondés sur des remboursements possibles d'impôts à venir par l'État. Et cette année Renault a considéré que ces remboursements n'auraient jamais lieu. Ces trois quarts de milliards d'euros mis en charges supplémentaires pour 2019 ne sont qu'un jeu d'écritures. Le chiffre annoncé d'une perte de 142 millions provient donc d'une « cuisine » comptable à partir de ces différents postes. Bien sûr les dirigeants de Renault n'ont pas inventé la baisse des dividendes fournis par Nissan, mais ils ont délibérément chargé l'année 2019 et afficher ce déficit pour se défaire

sur la bande Carlos Ghosn-Thierry Bolloré des menaces de fermetures d'usines proférées aujourd'hui.

Une marge opérationnelle de 2,6 milliards d'euros

Déficit ou pas, les propriétaires actionnaires vont continuer à recevoir des dividendes pour un montant total prévu de 312 millions d'euros. Sans les dividendes versés aux rentiers qui s'enrichissent en dormant, pas de déficit en 2019! En fait les salariéEs sont bien à l'origine des profits et des richesses créées chez Renault. La marge opérationnelle de l'activité automobile

électorales, mais parce que nous ne nous contenterons pas de faire entendre nos idées seulement pendant les huit semaines de campagne. Nous voulons le faire durant les six années qui suivent, dans le parlement bordelais. Nous avons un camp social à rendre visible et à faire entendre. Bordeaux n'est pas seulement une ville bourgeoise. C'est aussi une ville populaire, ouvrière. Ce n'est pas seulement la belle façade des quais avec le tramway et un musée du vin. C'est aussi une ville où les pauvres sont exclus, où les populations les plus modestes vivent la précarité, les difficultés de vie au quotidien.

Nous avons un programme à défendre, une rupture avec les politiques antisociales, une écologie radicale, avec la gratuité des transports en commun, la réquisition des logements vacants, l'arrêt des spéculations immobilières, la répartition des richesses, l'accessibilité à la santé, la culture pour toutes et tous, une démocratie directe avec des conseils de quartier décisionnaires, la dénonciation des violences policières...

Donc il n'est pas question de nous taire ni de nous effacer. L'ambiance sociale évolue. Depuis le mouvement des Gilets jaunes, avec la bataille des retraites, l'heure est à l'expression de la colère sociale, à relever la tête et à revendiquer clairement le changement de société. Et si ça dérange, si ça fait trembler au moins un peu le camp des politiciens et des riches, c'est normal, ce n'est que le début.

Béatrice Walylo et Philippe Poutou

de Renault dans le monde est bien positive à hauteur de 2,6 milliards d'euros. Et cette activité automobile de Renault est fondée sur le travail de milliers de salariéEs dans les usines et les autres établissements. Mais ces 2,6 milliards d'euros représentent un taux de marge opérationnelle de 4,8% contre 6% en 2018, ce qui ne n'est pas assez pour les actionnaires. Seulement 1% d'augmentation générale des salaires pour les ouvrierEs et zéro pour les ETAM et les cadres. Tout le reste en augmentations individuelles à la tête du client dans une limite d'augmentation de la masse salariale de 2,2%. Voilà ce qu'a proposé la direction de Renault lors des NAO de ce mois de février. Et les actions revendicatives organisées à cette occasion n'ont pas abouti à des mobilisations à la hauteur des enjeux, sauf dans quelques usines dont celle de Cléon. « Renault n'a aucun tabou sur les fermetures d'usines dans le monde et en France », a déclaré Clotilde Delbos, la directrice générale par intérim. Combinés avec le blocage des salaires, avertissements et menaces sont clairs. Le terrain est préparé pour de nouvelles fermetures d'usines Renault en France et ailleurs.

Blog NPA auto-critique

ATTENTAT RACISTE EN ALLEMAGNE

Tristesse, colère, détermination

Ce sont donc neuf personnes qui ont été tuées lors de l'attentat raciste perpétré à Hanau, en Allemagne, le soir du 19 février. Neuf personnes dont le seul tort était de se trouver dans des bars à chicha, visés par un tueur raciste, qui a en outre fait plusieurs blessés graves. Pour expliquer son geste, l'assassin a écrit un « manifeste » halluciné dans lequel il s'en prend, entre autres, au « mauvais comportement de certains groupes de peuples, en l'occurrence les Turcs, les Marocains, les Libanais et les Kurdes ». Autant dire que l'attentat est signé.

Cet attentat survient cinq jours après l'arrestation, par les autorités allemandes, d'un commando d'extrême droite de douze personnes qui préparaient des attentats contre des mosquées, et quatre mois après l'attentat contre une synagogue et un restaurant turc à Halle. Soit la confirmation du développement d'un terrorisme d'extrême droite en Allemagne qui, quel que soit le profil de ses auteurs (« solitaire » ou groupe organisé), s'inscrit dans une montée en puissance des groupes politiques fascistes, racistes et xénophobes. Les obsessions que l'on retrouve chez les auteurs et les organisateurs d'attentats sont les mêmes que celles de l'extrême droite : « grand remplacement », défense de la « civilisation européenne », islamophobie. Obsessions qui ne concernent pas que l'extrême droite allemande, puisqu'on les retrouve chez la plupart des courants européens de cette famille politique, voire au-delà (États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie...), qui fournissent les armes idéologiques et la caution politique à ceux qui passent à l'acte.

Larmes de crocodile

Notre colère est donc dirigée contre cette extrême droite raciste, antisémite, islamophobe qui, quand bien même elle verserait des larmes de crocodile sur les morts de Hanau, est co-responsable de la tuerie. Mais elle est aussi dirigée contre l'ensemble des responsables et partis politiques, de droite, du centre ou de « gauche »,



qui contribuent à l'extension du racisme en menant des politiques stigmatisantes, discriminatoires, anti-migrantEs. Difficile de prendre au sérieux les déclarations émues de dirigeants européens qui laissent mourir, chaque année, des milliers de migrantEs en Méditerranée, au nom de la « défense de l'Europe ». Difficile aussi, en ce qui concerne la France, de prendre au sérieux « l'immense tristesse » d'Emmanuel Macron suite à l'attentat de Hanau alors que, hasard du calendrier, le président de la République vient tout juste de proclamer la mise en œuvre d'une « offensive républicaine » face au « séparatisme islamiste », jetant une fois de plus la suspicion sur des millions de musulmanEs – réels ou supposés –, les désignant comme des ennemis de l'intérieur, liés à

des ennemis de l'extérieur, vivant dans des quartiers qu'il s'agirait de « reconquérir ». Et l'on n'a pas oublié le discours d'octobre dernier sur les « signaux faibles », vantant une « société de vigilance » dans laquelle chacunE est invité à repérer « les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et les valeurs de la République »...

« Les conséquences de l'ouverture massive des frontières »

C'est dans ce climat délétère qu'avait eu lieu, le 28 octobre, un attentat contre la mosquée de Bayonne, perpétré par un ex-candidat du Front national. Autant le dire, sans verser dans le catastrophisme : ce qui vient de se passer en Allemagne n'est pas

lié à l'histoire de ce pays, et pourrait tout à fait arriver en France. Confirmation, s'il en était besoin, avec les propos tenus par Rachida Dati au lendemain de la tuerie de Hanau : « Madame Merkel n'a pas mesuré les conséquences de l'ouverture massive des frontières ». Autrement dit, l'assassin est tout excusé, car le racisme, c'est la faute des étrangers... Même son de cloche chez Éric Ciotti (« Angela Merkel et l'Allemagne ont menacés [sic] directement l'Europe de façon suicidaire en ouvrant les frontières de l'immigration massive en 2015 ») ou sur divers plateaux de télévision où plusieurs intervenants ont cru bon de gloser sur le « problème de l'immigration » en Allemagne.

Le racisme tue, et tous ceux qui, par leurs discours et/ou leurs politiques concrètes, entretiennent la stigmatisation et les discriminations, sont complices, à des degrés certes divers, des assassins. L'attentat de Hanau rappelle à ceux qui l'auraient oublié que la lutte antiraciste est l'une des urgences de l'heure, qui passe par un combat intransigeant contre l'extrême droite et la droite extrême, mais aussi contre toutes les politiques racistes et islamophobes, d'où qu'elles viennent. Le 21 mars prochain sera l'occasion de le dire haut et fort, à l'occasion de la marche des solidarités, pour la liberté de circulation et d'installation, pour la régularisation des sans-papiers, pour l'égalité des droits, contre le racisme d'État.

Julien Salingue

BELGIQUE Un carnaval raciste et antisémite

Le dimanche 23 février 2020 avait lieu le défilé de carnaval à Alost. Et ce qu'on en a vu était à nouveau horifiant.

Listé au patrimoine immatériel de l'Unesco, le défilé du carnaval d'Alost de l'année passée avait choqué par ses multiples représentations racistes : un groupe de personnes était déguisé en membres du Klu Klux Klan, d'autres pratiquaient le blackface... On pouvait également y voir un char qui distribuait de la mousse au chocolat avec pour illustration des dessins/caricatures coloniales de personnes noires avec de grosses lèvres rouges. Ce char faisait également référence à la liste Forza Ninove [Vlaams Belang] et son score de 40 % aux élections. Il y avait enfin un char avec des représentations caricaturales de juifs religieux accompagnés de nombreux sacs représentant de l'argent. Le lien entre ces caricatures abjectes et la propagande nazie sautait aux yeux.

L'indignation : et après ?

Malgré les nombreuses réactions scandalisées et la condamnation du défilé raciste par l'Unesco, UNIA¹



a considéré que le défilé de l'année passée n'avait « pas violé de lois » et n'a donc pas donné de suite judiciaire à l'indignation. Finalement, une médiation a été proposée par UNIA. Mais quel était le sens d'une médiation dans un cas pareil ? Expliquer aux racistes qu'il faut être raciste plus subtilement ? Expliquer aux personnes racisées qu'il faut accepter qu'il y ait un peu de racisme parce que ça fait partie du « folklore » et des « traditions » ? L'antiracisme d'État a montré là encore toutes ses limites. Pour le bourgmestre d'Alost (N-VA), il n'y avait « aucune intention d'offenser ». On a du mal à le croire mais peu importe au final. L'offense et les références historiques scandaleuses étaient bien présentes. Dernière provocation : alors qu'une procédure était en cours à l'Unesco pour retirer le carnaval d'Alost de la liste du patrimoine, les organisateurs ont décidé de se retirer eux-mêmes en décembre 2019.

Toujours plus loin dans la provocation

Les rues d'Alost ont donc vu défilé ce dimanche 23 février de nouvelles caricatures antisémites et négrophobes, mais aussi une caricature représentant une personne asiatique. On a pu apercevoir des personnes déguisées une moitié comme des juifs religieux et l'autre moitié comme des insectes (référence à une caricature nazie représentant une « invasion juive ») et une représentation de l'Unesco avec des nez crochus... Au lendemain de ce défilé raciste, UNIA n'en démord pas et appelle toujours au dialogue mais considère qu'il est trop tôt pour dire si tout cela « peut donner lieu à des poursuites sur le plan juridique ». La presse belge se permet de relayer sans sourcilier les événements en pointant la « susceptibilité juive » (sic), ajoutant encore de l'ignominie à l'air déjà saturé de racisme dans ce pays. On a vu des partis de droite comme le Mouvement réformateur (MR) réagir. Un MR qui sort de cinq années de gouvernement avec la N-VA [nationalistes flamands] de Francken et Jambon, lors desquelles il a voté et fait passer nombre de mesures racistes et islamophobes en particulier, tout en banalisant la parole raciste au plus haut niveau de l'État, pavant le chemin pour les succès du Vlaams Belang... notamment à Alost

où la N-VA et le Vlaams Belang ont cartonné aux élections.

Lutter et ne rien céder au racisme

Nous ne pouvons compter que sur notre force pour lutter efficacement contre le racisme. Ni les institutions, ni le système juridique, ni les dirigeants politiques, ni les « médiations » n'ont changé ni ne changeront quoi que ce soit. Ils font partie du problème, pas des solutions. La situation s'est, au contraire, empirée et les organisateurs du défilé raciste ont gagné en confiance en allant plus loin dans la provocation. L'interdiction pure et simple est une tentation dangereuse, car elle peut renforcer, dans certaines couches de la population, l'idée que certaines minorités imposent le silence. Nombre d'antisémites et complotistes belges et étrangers jouent déjà sur ce mythe. Ces discours doivent être combattus et délégitimés sur le terrain, dans les écoles, dans les quartiers, dans les entreprises, par les organisations du mouvement syndical et/ou antiraciste, et par la mobilisation.

Axel Farkas

Version intégrale sur <https://www.gaucheanticapitaliste.org/quand-la-belgique-autorise-un-defile-raciste/>
1 – Service public indépendant de lutte contre la discrimination et de promotion de l'égalité des chances.



Le monde en bref

Brésil Grève des travailleurEs du secteur pétrolier.

En grève depuis le 1^{er} février 2020 – suite à la décision de Petrobras de fermer une usine d'engrais azotés, la Fábrica de Fertilizantes Nitrogenados (Fafen), sise à Araucária dans l'État de Paraná, impliquant le licenciement de 396 salariéEs directs et de 600 indirects (sous-traitants) – les travailleurs et travailleuses du secteur pétrolier ont intensifié la pression pour que la direction de Petrobras respecte l'agenda des négociations. Le lundi 17 février, les travailleurEs de 121 unités diverses avaient rejoint la grève. Elle mobilise environ 64 % de tous les travailleurEs du pétrole dans les zones opérationnelles et les filiales de Petrobras, et ceci dans 13 États du Brésil. L'enthousiasme des travailleurEs s'accroît à l'annonce de chaque nouvelle grève qui s'intègre dans la mobilisation. Dans le bassin de Solimões, où se trouvent les champs de puits terrestres (gaz naturel) de la région d'Uruçu (Amazonie), les « pétroliers » ont rejoint l'appel du FUP et se sont joints à la grève dans la nuit de dimanche 16 février. En débarquant à l'aéroport de Manaus, ils ont été accueillis par la clameur : « Nous ne sommes pas à vendre ». Le bassin de Solimões (région amazonienne) est le troisième producteur de gaz naturel au Brésil, derrière seulement deux champs pré-salifères, des champs offshore à très grande profondeur (baptisés Lula et Búzios). Les champs d'Uruçu produisent environ 14 millions de mètres cubes de gaz par jour, selon un rapport de Petrobras de décembre 2019. Le mardi 18 février, une grande marche nationale pour la défense de l'emploi a été organisée à Rio de Janeiro, avec la participation de caravanes de travailleurEs venant de plusieurs États. (Source : À l'Encontre)



DR

Chine La persécution des Ouïghours, au-delà des frontières.

Dans un rapport publié le 21 février, Amnesty International dénonce la persécution, par le pouvoir chinois, des Ouïghours, en Chine comme à l'étranger. « Depuis 2017, la Chine mène une campagne sans précédent de détention de masse visant des Ouïghours, des Kazakhs et d'autres groupes ethniques à majorité musulmane dans le Xinjiang. On estime qu'au moins un million de personnes sont détenues dans des centres "de transformation par l'éducation" ou "de formation professionnelle". Elles y subissent de nombreuses violations des droits humains. En début de semaine, un document officiel chinois de 137 pages a été divulgué à plusieurs médias internationaux. Il listait des informations précises sur des personnes originaires du Xinjiang. Des critères comme leurs habitudes religieuses et les relations personnelles y déterminaient l'affectation ou non dans les camps de "rééducation". »

Une politique de persécution qui s'étend au-delà des frontières de la Chine : « La Chine cible, de manière systématique, les membres de la diaspora ouïghoure et d'autres communautés à travers le monde. Ces pressions sont exercées par les ambassades chinoises à l'étranger via des applications de messagerie et lors d'appels téléphoniques. Des récits effrayants de Ouïghours établis à l'étranger montrent que la répression visant les musulmans en Chine s'étend bien au-delà de ses frontières. Même lorsque les Ouïghours et les membres d'autres minorités ont fui les persécutions dans le Xinjiang, ils ne sont pas en sécurité. [...] Plusieurs Ouïghours déclarent que les autorités locales du Xinjiang s'en prennent à leurs proches restés au pays afin de faire pression sur leurs activités à l'étranger. D'autres affirment que les autorités chinoises les ont contactés via des applications de messagerie de réseaux sociaux pour leur faire peur. Ces témoignages illustrent la portée mondiale de la campagne orchestrée par la Chine contre les Ouïghours, les Kazakhs et d'autres personnes originaires du Xinjiang. »

ALGÉRIE, L'AN 1 DU PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE

19 février 2019-19 février 2020, déjà une année est passée depuis le début du processus révolutionnaire en cours. Jamais le pays n'a connu, dans son histoire et dans le répertoire des mouvements sociaux, un mouvement populaire aussi dense et qui dure autant dans le temps. Un mouvement interclassiste qui regroupe toutes les catégories sociales, mais les classes moyennes et les couches populaires déshéritées demeurent le fer de lance de ce Hirak populaire.

Certes, le déclenchement de ce processus est lié essentiellement au sursaut de dignité des Algériens face à un mandat de trop de Bouteflika, mais le peuple s'est révolté aussi contre ce que représente le « Bouteflikisme » comme système de répression, de prédation des richesses nationales et de soumission à l'impérialisme. Depuis 2012, le régime s'est montré très agressif vis-à-vis des contestataires de tous bords et de toutes velléités de contestation sociale, notamment des syndicats. Agressif sur le plan social avec ses plans d'austérité, de précarité sociale, de prédation aux profits des patrons « oligarques » et des multinationales. Pire encore, le régime s'apprêtait à modifier le Code du travail et revoir à la baisse des transferts sociaux. Les lois de finances adoptées par le Parlement depuis 2016 consacrent ce choix libéral hostile aux travailleurs et aux couches populaires. C'est cette somme de pratiques et de contradictions, conjuguées à la tentative du passage en force de 5^e mandat qui sont à la source de ce large mouvement contestataire national.

La jeunesse précarisée au cœur du Hirak populaire

Malgré son hostilité à l'activité politique, la jeunesse précarisée des quartiers populaires demeure le fer de lance de ce processus révolutionnaire, une jeunesse laminée par les différents plans d'austérité et de manque de perspectives sérieuses, y compris pour ceux issus des classes moyennes. Une jeunesse exclue de toute forme de décision et de participation à la gestion des

affaires politiques du pays. Les chants qu'on entendait dans les marches expriment amplement cette détresse et cette volonté profonde pour un changement radical. Jamais on n'a vu autant de fraternisation au cœur de cette jeunesse, ce sentiment de fierté profonde pour avoir participé à cette œuvre de changement. Une détermination qu'on a senti aussi dans la jeunesse scolarisée qui s'est mobilisée au côté du peuple en lutte pour sa libération. Jamais on n'a vu cette symbiose populaire, cette mixité sexuelle et générationnelle en pleine lutte.

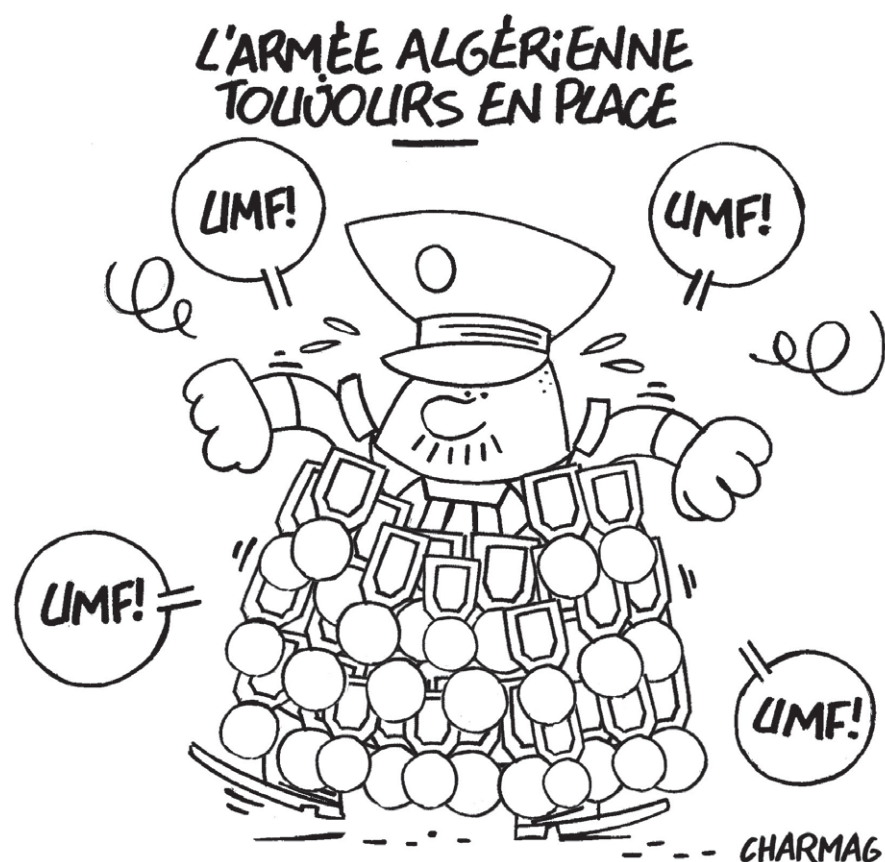
Un mouvement profondément populaire

Comme nous l'avons signalé plus haut, nous sommes devant un mouvement populaire interclassiste : toutes les classes et couches participent à ce grand mouvement historique qui a touché l'ensemble du territoire national et la diaspora. Il est aussi profondément populaire par les langues algériennes utilisées et les slogans radicaux mis en avant. Les chants et les slogans expriment ce à quoi le peuple d'en bas aspire, à savoir le refus de la continuité du régime et la construction d'une république authentiquement démocratique et sociale, loin de toute ingérence des puissances mondiales. Ils expriment cette profonde volonté du peuple de conduire sa propre transition démocratique en toute souveraineté. Ce désir profond de mettre un terme à la rapine, au bradage de l'économie nationale et à l'austérité, comme exprimé sur le refus catégorique de la loi sur les hydrocarbures, loi de finances 2020 et l'exploitation du gaz de schiste.

Il est temps de dépasser nos limites

Une année après le déclenchement de ce processus révolutionnaire, il est plus vital que jamais que le mouvement populaire fasse un saut qualitatif pour résister aux chants de sirènes, sauvegarder son unité et imposer une véritable transition conduite par le peuple en lutte. La question de l'organisation demeure le grand handicap qui empêche la transcendance du mouvement populaire. Car un mouvement qui n'avance pas recule. Les règles politiques les plus élémentaires nous indiquent que toute voie de changement politique radical passe d'abord par l'organisation et des objectifs politiques à atteindre. L'organisation va servir à débattre démocratiquement de la situation politique, construire et consolider notre dynamique populaire, puis définir la nature du changement que nous voulons. Un changement qui répond aux aspirations démocratiques et sociales du peuple algérien. Le peuple en lutte aspire profondément à construire une véritable démocratie qui consacre l'égalité entre citoyenEs et participe collectivement à la gestion démocratique des affaires de la cité. Un peuple qui aspire à un travail décent, un logement, une santé gratuite et de qualité, un système de formation performant et la construction d'une économie au service des besoins sociaux du peuple. Construire un pays autonome vis-à-vis des puissances impérialistes et des règles du marché. En résumé, une République d'égalité politique et sociale, solidaire des peuples en lutte.

Samir Larabi (Parti socialiste des travailleurs)



FÉVRIER 2019-FÉVRIER 2020 UN AN DE SOUVERAINETÉ POPULAIRE EN



L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE A

L'élection présidentielle du 12 décembre 2019, ni démocratique ni honnête (et encore moins transparente), n'a pas répondu aux exigences fondamentales formulées par la contestation — à savoir l'ouverture d'un processus menant à une nouvelle ère, définie par un peuple en lutte. Elle a cependant marqué un tournant pour le pouvoir.

Le taux officiel de participation au vote (39,88%), chiffre tout à fait artificiel, en est un premier marqueur. En Algérie, vaste territoire dont la plus grande partie est semi-désertique, les résultats d'une élection au suffrage universel, dans le cadre de l'organisation politique et administrative ultracentralisée qui prévaut aujourd'hui, ne seront jamais totalement transparents ni exempts de la moindre manipulation. La bataille des chiffres, biaisée, s'avère donc inutile — un tel contexte nécessiterait de reconsidérer les principes constitutionnels du pays. Compte tenu de la protestation qui, depuis plus d'un an, touche les centres urbains — et c'est bien le seul baromètre qui vaille pour apprécier la situation politique —, il s'agit sans conteste d'un passage en force des élections

présidentielles. Indépendamment des manipulations que le régime exerce, les choix qu'il opère sont stratégiques : ainsi les scores comparés des cinq candidats revêtent-ils le caractère d'un message politique en traduisant les rapports de force en œuvre au sein même du pouvoir.

Tebboune au pouvoir

Le score insignifiant (7,28%) du candidat choisi par le chef d'état-major Gaïd Salah, Azeddine Mihoubi — soutenu par les principaux appareils politiques que sont le parti du Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) — témoigne d'une volonté d'affaiblir le FLN et le RND, voire de les livrer à la vindicte populaire afin de redorer le blason du régime. Le score de l'islamo-conservateur Abdelkader Bengrina (17,37%),

en seconde position mais loin derrière le vainqueur, adresse un message fort à la société conservatrice, considérée comme culturellement dominante. C'est également une manière de fragiliser ce qui reste des Frères musulmans dans le parti du Mouvement de la société pour la paix (ancien Hamas). Enfin, en plaçant Tebboune en tête (58,13%), le pouvoir conserve la posture adoptée dès le début du Hirak, à savoir mettre la crise que traverse le pays sur le dos d'un groupe restreint : la *issaba*¹. La critique du libéralisme économique telle que formalisée par le régime algérien relève uniquement de la morale : cette « bande » est avant tout le fruit de la libéralisation tous azimuts dont ledit régime est directement responsable. Pour Tebboune et le pouvoir qui l'a mis en place, il ne s'agit dès lors en rien de changer les règles du

FÉVRIER 2020 SOULÈVEMENT EN ALGÉRIE



A-T-ELLE EU LIEU?

jeu économique. Pourquoi, sinon, ses deux premiers discours présidentiels se seraient-ils expressément adressés aux investisseurs « honnêtes », quand la majorité des manifestants des mardis et vendredis sont, pour l'essentiel, des étudiants, des chômeurs, des salariés, des petits entrepreneurs et commerçants ? Il est illusoire d'attendre de Tebboune une évolution démocratique qui se traduirait par une répartition juste et équitable du travail et des richesses nationales. Ces enjeux constituent cependant la partie cachée de l'iceberg ; ils feront surface dans les temps à venir. Pour l'heure, les enjeux ne sont pas économiques mais politiques. En la matière, Tebboune — qui aspire à renvoyer l'image d'un homme d'État « indépendant », au-dessus des partis — adopte la posture historique du régime consistant à discréditer toute représentation partisane : il cherche ainsi à perpétuer la tradition bonapartiste qui puise ses origines dans la politique de Boumédiène (chef de l'État entre 1965 et 1978) au lendemain de l'indépendance,

mais également dans le FLN de 1954–1956. C'est que la résolution préconisée en 1954 par les « six » [chefs du FLN, ndlr], à savoir mener un combat armé pour l'indépendance, théorisée et programmée par Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi² en 1956, a instauré le mythe d'une organisation non partisane réalisant l'unité contre les partis au sein du Front, lesquels étaient présentés comme source de discorde. En éliminant ces acteurs pourtant incontournables de la vie politique, l'organisation militaire comble le vide politique qu'elle a elle-même créé. [...]

Les partis comme accompagnateurs critiques
Stimulés politiquement par le Hirak, les Algériens et les Algériennes attendent davantage de clarté et de lucidité, tant de la part des dirigeants que de la classe politique. Pour ce faire, il faut dès à présent dépasser les contradictions générées par l'histoire du pays. La première réside dans l'illusion, héritée de la Révolution (1954–1962) puis dûment entretenue par le pouvoir, selon

laquelle les conflits qui surgissent au sein de la société ne peuvent venir que de l'étranger (à savoir l'ancienne puissance coloniale) ou de « traîtres à la nation » (essentialisant par là même la notion d'unité du peuple). La deuxième relève de la propagande, sournoisement entretenue par le pouvoir et ses relais médiatiques, qui présente toute action ou expression partisane comme source de discorde et de manipulation. Certes, si les partis politiques n'ont guère de poids dans l'actuel soulèvement populaire, la société civile ne remet toutefois pas en cause leur existence. Nous n'avons jamais assisté à une quelconque violence à l'endroit des dirigeants de partis connus ou de leur sigle : aucun slogan hostile à leur endroit n'a été scandé, à l'exception de « *FLN au musée* » ou encore « *FLN dégage* ». Ce que l'on peut souligner, c'est la place et le rôle nouveaux attribués aux partis politiques par le mouvement de protestation dans sa revendication d'autonomie vis-à-vis des programmes politiques ou idéologiques.

Après que le FLN a dirigé militairement et autoritairement le peuple vers son indépendance, ce n'est qu'au lendemain des mobilisations d'octobre 1988 qu'une ouverture du champ politique, alors verrouillé par un seul et unique parti, s'est opérée : s'ensuivit l'éclosion de partis. Longtemps étouffée, la société n'a donc pu s'exprimer qu'au travers de ces derniers, caractérisés par une surdétermination doctrinaire et idéologique. Le drame de la guerre civile des années 1990, conséquence d'une impasse politique, a été attribué à l'incapacité de gérer les contradictions inhérentes à la diversité politique. Aujourd'hui, le fait que la population proteste et agisse de manière autonome est signe de maturité. La société des « vendredis et mardis » s'est affranchie du traumatisme des « années noires » ; elle a libéré l'espace public cadennassé depuis 2001³ par un élan collectif et spontané — une forme de « *maturation psychologique, rejetant toute ingérence vécue comme du paternalisme* », souligne la psychologue Dalila Samai Haddadi. Les partis se voient bel et bien relégués au rôle d'accompagnateurs critiques du soulèvement, non de dirigeants ou d'organiseurs de l'action — et ils semblent l'avoir compris. S'ils évitent de se mettre en avant le temps des manifestations, ils apportent, en fonction de leurs moyens, des critiques qui, pour contradictoires et sujettes à polémiques qu'elles puissent être, demeurent nécessaires à la progression du Hirak. Les élections présidentielles de décembre 2019 advenues, la mobilisation des mardis et vendredis a été marquée par un certain recul. Certes — il semble qu'un processus de décantation politique soit à l'œuvre. Ce sont d'ailleurs les partis, associations et syndicats qui tentent de formuler, en fonction de leurs orientations respectives, des projets d'alternative.

Un appel au dialogue ?

L'écart qui existe entre le mouvement de protestation et l'action des partis représente pour le régime une opportunité : il peut tenter d'isoler toute expression partisane, syndicale ou associative, allant jusqu'à emprisonner



DR

certain dirigeants. Dans le même temps, il ouvre l'ensemble des espaces médiatiques qu'il contrôle à ses propres « experts » et épigones. C'est dans ces conditions que le nouveau président a lancé, timidement et non sans ambiguïté, un appel au dialogue avec le mouvement alors que sa dynamique, confrontée à un climat répressif d'arrestations arbitraires et de procès, rendait quasiment impossible la désignation d'intermédiaires avec lesquels dialoguer.

En face, les appels à l'auto-organisation manquent de clarté. Il n'est en effet pas certain que celle-ci soit en mesure de faire émerger des représentants des différents segments du mouvement ; en outre, elle pourrait difficilement offrir des garanties sur les conditions d'un dénouement démocratique sans l'intervention des partis, associations et syndicats. Le refus par le Hirak de toute délégation de pouvoir et de toute représentation par les partis politiques est l'une de ses caractéristiques fondamentales. Si c'est pour certains une force, empêchant de la sorte le pouvoir de brider la contestation par une négociation directe via des représentants potentiellement corruptibles, pour d'autres, cela représente une faiblesse : blocage de tout résolution rapide de la « crise », porte ouverte aux dérives comme aux manipulations. Seule l'expression des différentes composantes de la société peut sortir l'Algérie de cette situation critique. Et la résolution de cette contradiction de dépendre de la légitimité, de la clairvoyance, du charisme et de la consistance du projet que défendront les représentants qui pourraient émerger — ce qu'on retrouve dans l'histoire de toutes les révolutions, à l'exemple de celle menée par le FLN de 1954 à 1962.

La portée du Hirak

Pour sortir de la présente impasse, il convient donc d'ouvrir inconditionnellement les espaces d'expression politique à toutes les forces en présence et de les élargir aux nouvelles voix et formes d'organisation qui s'affirment depuis plus d'un an. D'ouvrir un dialogue horizontal, le plus large possible, et non une négociation verticale. Il serait erroné de penser qu'il y a d'un côté un bloc homogène, le Hirak, attendant de se structurer, et de l'autre un pouvoir à prendre. Les deux entités sont traversées par des contradictions, chacune

évoluant au rythme de la lutte politique. Le Hirak est une forme de lutte populaire et collective qui permet aux diverses composantes de la société de gagner en liberté. Tout au long de la mobilisation, le mouvement n'a cessé, dans la rue, de réaffirmer sa capacité à porter les revendications de la société tout en s'adaptant à l'évolution des enjeux. Quoi que l'on en dise, les partis et certaines personnalités politiques l'y aident : ainsi de la question de l'assemblée constituante, introduite dans le débat par la critique politique. La spontanéité a, elle aussi, ses limites.

La société représentée par le Hirak est, par essence autant qu'historiquement, traversée par des contradictions. Construire un devenir politique et social, c'est travailler à une organisation capable de les prendre en charge. Les partis, associations et syndicats devront en être partie intégrante, de même que l'ensemble des structures de base émergentes : collectifs étudiants, comités de libération de détenus, noyaux d'auto-organisation... Un cap reste à maintenir : la nécessité d'un changement politique. Croire qu'il se fera sans intervention populaire dans la sphère de l'État et le champ politique en général est illusoire : la démocratie tant revendiquée dépend donc de la manière d'envisager la structure politique étatique. Actuellement, l'édifice du régime est structuré, de la base au sommet, par les assemblées populaires communales (APC), l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et enfin par l'Assemblée populaire nationale (APN) — la présidence de la République chapeaute l'ensemble. Le mode de désignation des membres de ces assemblées se fait au suffrage universel : un suffrage purement formel, dénué de toute consistance politique. C'est ici que la démocratie est bafouée, et ce à deux niveaux fondamentaux : par le suffrage lui-même, qui, on l'a dit, n'est pas transparent et échappe à tout contrôle populaire ; par les modalités de décision qui impliquent jusqu'au moindre détail la gestion de la cité et du pays. Ces décisions sont concentrées entre les mains des wali (les wilayas sont des collectivités publiques territoriales) et des chefs de daïra (subdivision des wilayas regroupant plusieurs communes), représentants directs du pouvoir central. Wilayas et daïras sont aussi des espaces et lieux de tractation de leurs différentes clientèles.

Poursuivre le processus

Faut-il réviser le mode opératoire de ces institutions pour les rendre plus transparentes et démocratiques — en instaurant un contrôle populaire représentatif sur le suffrage universel qui les régit, par exemple ? Ou faut-il mettre à bas l'ensemble de ces institutions pour les remplacer par quelque chose de totalement nouveau, avec un système de démocratie directe, ou dite telle, à la base, par le biais de comités populaires ? Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit avant tout, et comme dans tout changement révolutionnaire, d'un processus — avec des moments forts et des reculs. Qu'entend-on par ce terme ? Celui de « rupture », qu'il s'agisse d'une rupture de transition, de processus constituant ou de continuité, est fréquemment utilisé. Mais, dans les conditions actuelles, il n'est pas certain qu'une rupture radicale puisse avoir lieu du jour au lendemain, ni même à court terme. Reste donc à maintenir le cap vers une transition qui pourrait prendre la forme d'une série de ruptures, qu'elles se produisent successivement ou de manière ininterrompue : l'enjeu, c'est de maintenir l'idée d'un processus permanent⁴.

Nadir Djermoune (enseignant au département d'architecture à l'université de Blida)

Texte paru en version intégrale sur le site de la revue *Ballast*.

1 — « Issaba » est un terme d'abord employé par l'ex-chef d'état-major Ahmed Gaïd Salah (décédé le 23 décembre 2019) pour désigner un ensemble d'acteurs — proches d'Abdelaziz Bouteflika comme de son frère Saïd, oligarques, ministres, officiers généraux, patrons des renseignements, affairistes et escrocs — au pouvoir pendant toute la période Bouteflika. Il sera repris dans les slogans des contestataires. Une partie de cette « bande » est aujourd'hui en prison à la suite du soulèvement et des procès enclenchés par Gaïd Salah après le départ de Bouteflika.

2 — Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi sont considérés par l'historiographie du mouvement national algérien et du FLN comme les principaux artisans du congrès de la Soummam en 1956, lequel a fourni une matrice programmatique au FLN et à la guerre de libération.

3 — L'interdiction des marches ou de toute forme de manifestation publique dans la capitale a été instaurée le 18 juin 2001 sous le gouvernement d'Ali Benflis. Cette décision a été prise par le gouvernement à la suite de la marche historique du 14 juin 2001, initiée par le mouvement citoyen de la région de Kabylie.

4 — La question des révolutions et de la démocratie est un enjeu mondial et historique, qui ne concerne pas seulement l'Algérie. Elle est traitée théoriquement à différents moments tout le long du 20^e siècle. À ce propos, voir le débat entre l'homme politique français Henri Weber et le philosophe grec Nicos Poulantzas.

TOULOUSE À un mois des municipales, Jean-Luc Moudenc développe des positions islamophobes



PIERRE SEUM / WIKIMEDIA COMMONS

Quand le maire de Toulouse étale son islamophobie.

Le président Macron en difficulté, au plus bas dans les sondages, empêtré dans son impopulaire réforme des retraites, tente de détourner l'attention des questions sociales vers la haine des musulmans en prétendant lutter contre le « séparatisme islamiste ». La ficelle est grosse.

«Islamofascisme»

Jean-Luc Moudenc, maire LR de Toulouse et candidat à sa propre succession avec le soutien de LREM, y a vu une opportunité, à un mois du premier tour des élections municipales, pour diviser les couches populaires toulousaines en tentant d'attiser l'islamophobie bien présente dans notre société. En prétendant combattre la « propagation de l'islamofascisme », le maire de Toulouse envoie un message en direction de son électorat le plus rétrograde qui est tenté par le vote Rassemblement national dans ces élections. Il n'a donc pas retenu la leçon, les racistes de tous poils préféreront toujours l'original à la copie !

Au-delà, cette prise de position serait risible si elle ne venait pas d'un maire qui s'est illustré par sa participation à la « Manif pour tous » aux côtés d'homophobes notoires et des divers courants d'extrême droite que compte ce pays. Un maire qui s'illustre également par son soutien au gouvernement colonialiste de l'État d'Israël, pas particulièrement réputé pour éviter le séparatisme entre les communautés. Un maire, enfin, qui s'est pris les pieds dans le tapis en se rendant récemment, en tant que maire de Toulouse, en Arabie saoudite où le régime en place a pour le coup une application tout à fait singulière des préceptes de l'islam...

À l'inverse du maire sortant, la liste Toulouse anticapitaliste se positionne contre la montée de l'islamophobie et du racisme dans notre pays. Ne nous laissons pas diviser. Ce qui crée l'exclusion de communautés entières, ce sont les politiques des Moudenc, Macron et Cie : la casse des services publics, le racisme d'État et la gentrification de nos quartiers !

Pauline Salingue et Nicolas Mousset

PROTECTION SOCIALE Le démantèlement des caisses de retraites, prélude à la casse de la Sécu

Dans l'exposé des motifs de la loi sur les retraites présenté au Conseil des ministres, il est précisé que « le gouvernement entend contribuer à la construction de la protection sociale du 21^e siècle, en mettant en place un système universel ».



De l'étatisation de la branche vieillesse de la Sécu...

Actuellement la CNAV décide de l'orientation de « l'assurance vieillesse », et contrôle les caisses de base, les CARSAT, qui ont pour missions notamment de recueillir les informations professionnelles et familiales des assurés sociaux afin de calculer les pensions avant les départs en retraite et de les verser chaque mois aux retraités. Ces missions seront prises en charge à partir de 2025 par la CNRU.

Celle-ci disposera de « d'un réseau territorial », mais les CARSAT ne disposeront plus de la personnalité morale, toutes les décisions importantes leur échapperont et seront prises centralement par la Caisse universelle placée sous la tutelle étroite de l'État.

Un rapport sur « la rénovation des relations financières entre l'État et la Sécurité sociale » préconise « d'utiliser une partie des excédents de la Sécurité sociale pour renflouer le déficit du budget de l'État » ce qui mettra fin à l'autonomie du budget de la Sécu. L'instauration du régime universel achèvera l'étatisation de la Sécurité sociale et mettra en œuvre un nouveau processus, désiré par le patronat depuis 70 ans, celui de la privatisation des institutions sociales.

... à la privatisation

Les ingrédients existent dans le projet de loi sur les retraites. Les droits sociaux seront individualisés. L'âge de départ à la retraite ne sera pas le même pour tous et toutes, il pourra dépendre de l'emploi occupé et des critères de pénibilité au travail choisis par le gouvernement et ses complices, et surtout du montant des pensions dont disposeront les retraités. Le gouvernement explique que « l'âge d'équilibre » permet à chacun de choisir l'âge de départ à la retraite. Mais « ce choix individuel » se fait sous la contrainte avec le dispositif du bonus ou malus sur le montant de la pension. L'individualisation des droits sociaux a pour conséquence *in fine* d'anéantir la solidarité, une protection collective

n'est plus nécessaire, à chacun de souscrire individuellement à une assurance privée.

... de la protection sociale

Dans l'exposé des motifs de la loi sur les retraites présenté au conseil des ministres, il est précisé que « le gouvernement entend contribuer à la construction de la protection sociale du 21^e siècle, en mettant en place un système universel ». Pour cela de multiples chantiers de destruction des politiques sociales sont mis en œuvre ou programmés. Macron a déclaré que le reste à charge zéro, concernant certaines lunettes, les prothèses dentaires et audioprothèses serait « une conquête sociale essentielle ». Mais ce « remboursement intégral » est en grande partie pris en charge par les mutuelles et assurances privées qui ont pour la plupart augmenté fortement leurs cotisations. Il a fustigé le « pognon de dingue » que coûteraient les aides sociales. Il avait annoncé une loi sur le financement de la dépendance qui devait être votée avant la

fin de 2019 pour « répondre à la nouvelle vulnérabilité sociale » du grand âge, en précisant que ce n'était pas simplement un engagement financier. Elle est toujours attendue. Avec la réforme du chômage, 3,4 milliards d'euros d'économies ont été réalisées, dont 80 % sur le dos des chômeurs. Les dispositions individualisent aussi les allocations chômage. La prévention de la santé au travail et la réparation des risques professionnels est du ressort de la CNAV et des CARSAT. Le sort de ces missions sera connu dans 18 mois, après la publication d'ordonnances. Un rapport sur la santé au travail de Charlotte Lecoq, députée LREM, attaque le droit à la réparation des accidents de travail et maladies professionnelles en opposant la réparation et la prévention, donc la capacité d'agir dont dispose encore à ce jour la Sécu pour imposer des mesures de prévention des risques.

S. Bernard

1 – CNAV : Caisse nationale d'assurance vieillesse. CARSAT : Caisses d'assurance retraite et de la santé au travail.

E3C DANS LES LYCÉES

L'épreuve de force n'est pas finie

Le syndicat majoritaire chez les chefs d'établissement (le SNPDEN-UNSA, que l'on ne peut pas accuser de gauchisme) a compté 43 % de lycées perturbés lors du passage des épreuves communes de contrôle continu (E3C) en janvier et février. Du jamais vu dans l'Éducation nationale !

À tous les niveaux de l'institution, on reconnaît que ces épreuves sont lourdes et inutiles.

Passe ton bac sinon t'auras la BAC

Les E3C sont des épreuves locales qui légalisent les différences entre les lycées. Le contenu de l'épreuve est imposé d'en haut (par une banque de sujets nationaux). Il est déconnecté

Notre presse



Augmentation du tarif de l'Anticapitaliste hebdo

Anticapitalistes conséquents, nous avons refusé, depuis plus de 10 ans, d'augmenter le prix de vente de notre hebdo alors que les salaires des fonctionnaires étaient bloqués et que l'ensemble des salaires décrochaient de l'augmentation des prix (des produits consommés par la majorité de la population et non des indices officiels).

Nous pensons en effet que la presse révolutionnaire, militante, devrait être un « service public » et, comme tous les services publics, n'a pas comme objectif d'être rentable. Mais ce n'est évidemment pas l'évolution générale depuis 10 ans, et nous ne vivons pas dans une bulle immunisée. Les coûts de

papier, et surtout les envois postaux ont largement augmenté. Cela a pu échapper à beaucoup d'entre nous qui envoyons de moins en moins de courriers, mais le prix des timbres a plus que doublé en 10 ans. Nous atteignons aujourd'hui un déficit qui met en péril la poursuite de notre presse écrite. Ainsi, si notre objectif n'a, évidem-

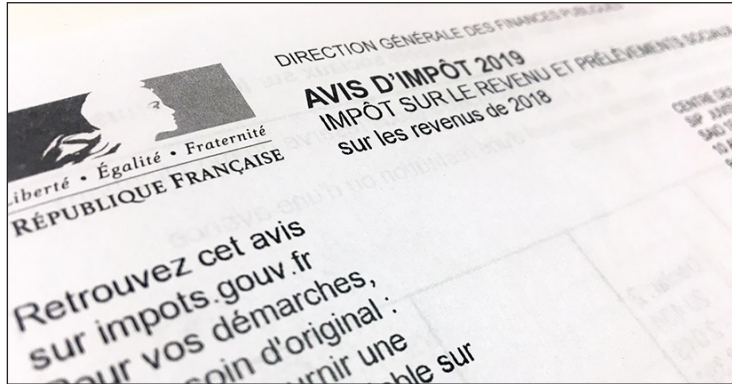
ment, jamais été de dégager du profit au moyen de nos publications papier, nous sommes contraints de nous adapter aux évolutions des coûts, avec pour objectif de continuer à pouvoir sortir un journal, comme nous le faisons depuis près de 11 ans, avec plus de 500 numéros. À l'heure de la dématérialisation généralisée, nous

revendiquons la continuité de la présence militante, du rendez-vous hebdomadaire sur les marchés ou dans les lieux de grande affluence, qui permet à tous les curieux et toutes les curieuses de passer discuter le coup, voire d'acheter l'Anticapitaliste. Parce que nous voulons poursuivre ces relations militantes, nous avons décidé d'augmenter le prix de vente de l'Anticapitaliste et d'engager une campagne d'abonnement à notre presse papier hebdo et mensuelle. Le prix de l'exemplaire passera donc d'1,20 euro à 1,50 euro à partir de la semaine prochaine.

FINANCES PUBLIQUES À tous les coups, on perd !

Depuis le 24 février, dans 10 départements préfigurateurs, il est possible de payer en numéraire ou carte bancaire ses différents impôts, amendes ou factures chez certains buralistes. Cette externalisation d'une des missions centrale des Finances publiques sera généralisée dès juillet 2020.

En toute discrétion, via l'article 201 de la loi de finances de 2019, le gouvernement a acté l'externalisation d'une des missions centrales de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP), celle du recouvrement des impôts, amendes et factures de cantine, d'hôpital... Désormais les buralistes, via le terminal de la FDJ (société qui vient, rappelons-le, d'être privatisée), pourront encaisser par carte bancaire mais aussi en espèces les sommes dues au Trésor public quelle que soit leur nature. Les buralistes candidats recevront 1,50 euro HT pour chaque transaction effectuée. À ce jour, sur 22000 buralistes équipés du terminal de la FDJ, seuls 6 500 se sont portés candidats. La raison essentielle de cette externalisation pour la DGFIP est entre autres de supprimer les espèces et les risques encourus, mais c'est aussi une autre façon pour que les usagerEs ne viennent



plus dans les centres des finances publiques.

Des gagnantEs... mais surtout des perdantEs

Pour le président de la Confédération des buralistes, cette nouvelle activité pour les buralistes est une véritable aubaine, Philippe Coy parle même de « victoire historique pour les buralistes. Elle s'inscrit dans le plan de transformation que j'ai engagé contre vents et

marées ». Sans oublier qu'elle peut aussi leur rapporter gros car cette externalisation s'inscrit pleinement dans la marchandisation des services publics. Mais combien exactement cela va-t-il rapporter à la fois à la FDJ et aux buralistes ? Cela reste un véritable mystère puisque pour le coup la DGFIP et le gouvernement n'ont pas été très transparents sur cette opération. Mais parions que cela leur rapportera

suffisamment pour accepter cette « mission » puisque ce gouvernement, comme les précédents, a toujours eu comme politique de privatiser les profits... Et pour les usagerEs ? S'ils n'ont pas besoin d'un étalement de paiement, de questions précises sur les sommes réclamées, pas de problème. Mais ces usagerEs deviennent de plus en plus rares au vu, entre autres, des difficultés financières croissantes d'une majorité de la population, de la complexité de la fiscalité. Ils et elles devront donc pour cela aller dans le centre des Finances publiques le plus proche... c'est-à-dire, avec la mise en place du nouveau « Réseau de proximité » de Darmanin, à quelques dizaines de kilomètres, car leur trésorerie aura d'ici là certainement disparu et que l'Espace France service (EFS) ne sera pas en capacité de répondre à la plupart des interrogations...

Joséphine Simphon

MÉDIAS Quand les Grandes gueules s'exercent au Poutou-bashing

Retour sur un grand moment de mépris audiovisuel.

« Philippe Poutou il me donne envie d'être un grand patron, de virer mes employés et de délocaliser ». Par ces mots, Maxime Lledo, « chroniqueur » aux « Grandes gueules », commence une discussion qui commente un sondage plaçant la tête de liste de Bordeaux en luttes au deuxième tour avec 12 % des voix. L'étudiant en histoire n'a pas mâché ses mots sur le plateau de RMC, ce 21 février, et cela a rapidement tourné au Poutou-bashing : « Je trouve que c'est l'idiot utile du capitalisme [...]. À chaque fois qu'il dénonce des choses ça me paraît tellement bête, tellement absurde, tellement coupé de la réalité ».

Rien de bien étonnant d'entendre cela de la part d'une personne émoustillée quand elle parle du « personnage Sarkozy » à propos du financement libyen (23 juillet 2019) : « C'est le boss » ; « Moi, Nicolas Sarkozy quand il parle, je ferme les yeux. J'ai l'impression qu'il est avec un cigare et un verre de whisky dans un long siège en train de caresser son chat. J'adore. Il manque plus que la petite pétale [sic] de rose et les chauffeurs. »

Mépris de classe

Il est évident qu'à partir de ce moment-là nous avons deux conceptions bien différentes de qui est le plus proche du réel. Qui de mieux qu'un ouvrier licencié pour comprendre le quotidien de millions de travailleurs et travailleuses ? Ces déclarations chocs, qui font partie de l'ADN de l'émission, traduisent d'une certaine manière l'incompréhension du camp des

possédants par rapport à ce qui se passe, et fait resurgir aussi vite un mépris de classe dégoulinant. Quand un ouvrier se présente à la présidentielle, il n'est pas pris au sérieux, il est moqué et on le ramène toujours à son score final. Mais quand l'ouvrier fait une percée dans les sondages en vue des prochaines municipales, en se permettant au passage de dépasser le candidat LREM, Maxime Lledo essaye de trouver une explication rationnelle avec un aplomb déconcertant : « À Bordeaux c'est certainement des bourgeois qui veulent se refaire une virginité de gauche ». Cela se passe de commentaires.

Peur de la contestation

En l'espace de 7 minutes sur ce sujet, à aucun moment il n'y a eu une intervention sensée pour tenter d'expliquer pourquoi des jeunes, des précaires, des sans-emplois, des retraitésEs, des Gilets

jaunes, des syndicalistes, des militantEs associatifs, des travailleurEs du public et du privé se retrouvent dans les revendications portées par cette liste soutenue par le NPA et La France insoumise. Aucune réflexion donc sur la dynamique en cours, et qui trouve à travers ce scrutin une continuité au mouvement social contre les retraites, après un an et demi de manifestations des Gilets jaunes et des grosses grèves dans certains secteurs comme la Santé ou l'Éducation nationale. Le camp d'en face n'apprécie guère que tout ce petit monde-là s'invite dans la cour des grands, dans la cour de celles et ceux qui « savent gérer » les affaires. Les propos méprisants et autres méchancetés gratuites ne nous étonnent pas vraiment, mais elles traduisent une peur : celle que la contestation sociale s'installe partout où il y a des pouvoirs de décision. Alors les 15 et 22 mars, votons partout pour les listes menées par des anticapitalistes. Pour que celles et ceux qui font fonctionner la société puissent remettre en cause le fonctionnement de leur démocratie bourgeoise.

Alexis Autissier

ISÈRE Blanquer et sa police aboient contre les lycéenEs

Jeudi 13 février, 10 lycéenEs de Ella-Fitzgerald (Saint-Martin-en-Gal) et Galilée (Vienne) étaient convoqués aux gendarmeries d'Ampuis et de Givors.

Leur crime ? Avoir prétendument commis des dégradations lundi 27 janvier dans le lycée alors qu'ils se mobilisaient contre les E3C, les nouvelles épreuves de l'injuste bac Blanquer. À ce petit jeu-là, c'est Blanquer qu'il faudrait convoquer à la gendarmerie, vu l'état calamiteux de certains bâtiments scolaires !



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Climat répressif

Des convocations qui s'ajoutent à la trop longue liste de lycéenEs réprimés pour leur mobilisation contre le bac Blanquer, qu'il s'agisse de gardes à vue, de sanctions administratives ou tout simplement de violences physiques. Éducation et police nationale se sont bien rapprochées pour entretenir ce climat répressif. On l'a vu par exemple au lycée Ampère-Bourse de Lyon où des élèves sont également réprimés et poursuivis. Ce que l'Éducation nationale et les forces de l'ordre reprochent aux lycéenEs, c'est de s'être battus contre les réformes de l'éducation et d'avoir obtenu le report des E3C. Mardi 28 janvier, 1000 lycéenEs étaient dans la cour d'Ella-Fitzgerald pour faire entendre leur refus de ce bac encore plus injuste, et le lendemain le rectorat a dû céder. C'est ce que les grosses têtes de l'Éducation nationale ne peuvent tolérer : que les jeunes se battent et contrecarrent leur projet. Oui Blanquer a du souci à se faire : la rentrée risque d'être chaude pour lui !

Correspondants



des pratiques pédagogiques des enseignantEs. Les E3C ont lieu en cours d'année (février et avril), ce qui ne laisse pas le temps long nécessaire à l'acquisition des connaissances. Voilà les principales raisons qui mobilisent le monde enseignant contre cette réforme du bac. Dans certains lycées, où les jeunes, les parents d'élèves et les profs se sont levés contre ces aberrations, la réponse de l'institution a été la matraque et la lacrymo. Dans certains lycées, ce sont des policiers qui ont encadré ces épreuves. Dans d'autres, les enseignantEs n'ont pas pu rentrer. À Rennes, pas moins de six camions de CRS attendaient les jeunes devant leur lycée avant le passage des épreuves. Voilà précisément comment Blanquer a transformé le bac, pour en faire un stand d'entraînement pour policiers énervés !

Corriger des copies... sans copies

La phase suivante du bac Blanquer est la correction des copies. Et chaque copie sera numérisée et conservée pendant trois ans. Et là encore, on constate de nombreux problèmes. À commencer par la baisse du paiement des corrections (5 euros par copie dans l'ancien système pour passer à 1,40 euro, en moyenne, avec les E3C). Ensuite, le bilan carbone dramatique du stockage informatique. Enfin, chaque lycée a reçu un scanner à 3200 euros qui ne reconnaît que l'encre foncée (dommage pour les croquis en histoire-géo). Mais qu'importe, Blanquer tient absolument à ce protocole et rêve que les corrections soient effectuées par des algorithmes informatiques. Comme si l'apprentissage et l'enseignement n'étaient pas avant tout

un rapport entre des humains... Au-delà d'un délire futuriste, il s'agit non seulement de contrôler les élèves mais aussi les enseignantEs et, en dernière instance, de continuer à déshumaniser l'école.

Blanquer et son monde doivent partir !

En plus de cette première session d'E3C, d'autres batailles commencent à voir le jour dans l'éducation : non seulement, continuer à se battre contre la réforme des retraites, mais aussi contre les suppressions de postes et enfin contre la deuxième session d'E3C pour avril. Notre mot d'ordre est clair : contre la casse de l'éducation, retrait de toutes ces réformes et démission de Blanquer !

Raphaël Gregg



La Brèche**Penser le fascisme hier et aujourd'hui**

Rencontre, avec Fernando Rosas et Ugo Palheta, à la librairie La Brèche lundi 2 mars à 19h, autour du livre «L'Art de durer. Le Fascisme au Portugal».

Fernando Rosas, historien de référence de l'histoire du Portugal, homme politique de la gauche radicale (Bloco de Esquerda) et militant antifasciste incarcéré sous la dictature, sera présent en France pour présenter son ouvrage *L'Art de durer. Le Fascisme au Portugal*, qui vient d'être traduit aux Éditions sociales.

RENCONTRE AVEC FERNANDO ROSAS
DISCUSSION AVEC UGO PALHETA

**De quoi le salazarisme est-il le nom ?**

Son livre est une contribution majeure à l'analyse du salazarisme, la dictature fasciste la plus longue d'Europe, qui s'est installée au milieu des années 1920 et qui a su se maintenir pendant près d'un demi-siècle, avant de s'écrouler en avril 1974 lors de la révolution des Œillets.

Sur quoi repose «l'art de durer» salazariste ? Comment un tel régime, fondé sur l'écrasement du mouvement ouvrier et de toute forme de contestation, a pu se maintenir aussi durablement ? C'est la question qui guide le travail de Fernando Rosas. Pour y répondre, l'auteur se tient à distance des mythes qui ont entouré le processus de prise du pouvoir par Salazar, met au jour les facteurs politiques et sociaux qui expliquent l'installation et la perpétuation de cette dictature, et restitue la singularité du fascisme portugais (par rapport aux fascismes italien et allemand).

Souvent méconnue en France, l'histoire de ce régime, de son installation mais aussi de sa chute, est pourtant riche d'enseignements politiques pour les antifascistes et, plus largement, pour touTEs les acteurEs du mouvement social qui se battent pour une rupture avec le capitalisme. Le livre de Fernando Rosas constitue une porte d'entrée à la fois accessible et passionnante vers cette histoire.

L'auteur sera présent à la librairie La Brèche le lundi 2 mars à 19h, et présentera son ouvrage au côté d'Ugo Palheta, auteur du livre *la Possibilité du fascisme*, qui porte sur la dynamique néofasciste en France. Que peut-on tirer de l'expérience portugaise pour penser la question du fascisme aujourd'hui, dans un contexte marqué par la montée de formations néofascistes, réactionnaires et ultra-autoritaires dans de nombreux pays ?

Correspondant

L'Anticapitaliste la revue
Le n° 112 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Elections municipales**Ivry anticapitaliste et révolutionnaire**

La liste Ivry anticapitaliste et révolutionnaire portera dans les élections municipales un programme qui se veut le reflet des revendications des travailleuses et des travailleurs en lutte.

Alors qu'il réserve les cadeaux fiscaux aux plus riches, comme la suppression de l'ISF, le gouvernement accélère les attaques contre les classes populaires : loi travail, hausse de la CSG, réforme du chômage, fermeture de services public, réforme des retraites... En même temps, les grands groupes multiplient les annonces de suppressions d'emplois. À Ivry, un centre de la Société générale va fermer, et la Halle aux chaussures vient de mettre la clef sous la porte, alors que les salariéEs de Carrefour se battent pour sauver leurs emplois. Et ce n'est pas en attirant à Ivry des sièges sociaux de grands groupes (comme Fnac-Darty), qui ne créent pas un seul poste, que se résoudra la question du chômage des classes populaires ivriennes.

Se loger est toujours plus difficile

À Paris, le prix au mètre carré dépasse les 10 000 euros, et les prix et les loyers suivent la même trajectoire à Ivry. Pour stopper cette spirale, il faut bloquer les loyers, réquisitionner ces 15% de logement vides qui ne servent qu'à la spéculation. À Ivry Port, d'immenses terrains de la ZAC sont réservés à des bureaux qui ne trouvent pas preneurs. La mairie va payer des fortunes en pénalités bancaires : elle est garante de la SADEV, la société d'aménagement qu'elle a mandatée. Tous ces gens peuvent bien promettre un «renouveau de la ville» sur les quais, plein d'espaces verts et de trottoirs lisses, mais la



Emma

vérité, c'est qu'au prix du mètre carré et des loyers, les habitantEs actuels n'en profiteront pas.

Pour être cohérent avec les promesses de «mixité sociale» et de «développement durable», il faudrait au contraire utiliser les terrains vacants pour du logement social et les services qui vont avec, privilégier la réhabilitation de ce qui peut l'être, et stopper les démolitions écologiquement désastreuses.

Pour les classes populaires, la crise est toujours là !

À Ivry, le chômage est plus élevé que la moyenne nationale et comme partout, les boulots précaires se multiplient : de plus en plus de gens sont obligés de combiner plusieurs emplois à temps partiel ou d'empiler les contrats en intérim. Pour celles et ceux qui ont un emploi stable, les conditions de travail s'aggravent notamment du fait du sous-effectif.

Côté services publics, ce n'est pas mieux : Avec un taux de 5 médecins généralistes pour 10 000 habitantEs, Ivry est un désert médical, comme à la campagne. Des heures d'attente à l'hôpital, pas de places en maternité ou en crèche, classes qui ferment dans les écoles, enseignantEs non remplacés... À l'hôpital Charles-Foix, les hospitalierEs en grève depuis plusieurs mois dénoncent le sous-effectif permanent, qui met en danger les patients.

Quant à la défense de la planète, elle sert uniquement de prétexte au gouvernement pour justifier, d'un côté, de nouvelles subventions aux entreprises, et de l'autre, de nouvelles taxes et des licenciements pour les classes populaires. Notre santé est le cadet de leurs soucis. La catastrophe de Lubrizol, à Rouen, a montré le laxisme avec lequel les industriels et les pouvoirs publics considèrent la gestion des risques.

Elections municipales**Débat avec des associations de jeunes à Poitiers**

Manon Labaye, la tête de liste du NPA à Poitiers, était accompagnée le 15 février de Manuel V. et d'Emmanuelle S. lors de la soirée débat organisée par plusieurs associations de jeunes pour discuter des questions de jeunesse, dans le cadre des municipales.

Évidemment nous avons avancé des revendications démocratiques comme le droit de vote à 16 ans. Mais aussi une critique des «contrats» type «apprentissage» ou «services civiques», où de nombreuses et nombreux jeunes se retrouvent exploités, avec des salaires misérables et des droits limités. Pour nous aucun revenu ne doit être inférieur à 1 800 € net. Il faut réduire le temps de travail, au moins à 30 heures hebdomadaires.

La vidéosurveillance et la police municipale, c'est encore et toujours Non

Sur l'écologie et l'urgence climatique, nous avons rappelé qu'il faut sortir des logiques productivistes dont le but est de produire pour faire du profit et non répondre aux besoins de la population. Nous sommes pour une société



écosocialiste, démocratique : qu'est ce qu'on produit, en quelle quantité, etc. ?

Nous sommes pour l'expropriation des grandes entreprises qui polluent, pour la sortie du nucléaire,

À Ivry, nous vivons à proximité d'un incinérateur dangereux en pleine reconstruction. En mai 2019, des fumées toxiques se sont échappées pendant plusieurs minutes, et l'opacité règne toujours sur les rejets de l'incinérateur. Gaspillage et surconsommation sont la source principale des montagnes de déchets, qui doivent être traités au plus près de leur production, et non centralisés dans des usines géantes.

En octobre dernier, Ivry a été le théâtre du 113^e féminicide enregistré en 2019 en France. Les habitantEs ont témoigné de leur indignation en défilant massivement. Les meurtres et les violences contre les femmes sont les manifestations extrêmes de leur oppression dans la société, dans tous les domaines : emploi, vie de famille, représentation démocratique... L'indignation ne suffira pas : il faut défendre non seulement l'égalité des droits et des salaires, mais aussi la dignité que nie quotidiennement le système patriarcal.

Le gouvernement orchestre une campagne raciste à l'encontre des migrantEs et des musulmanEs, en particulier des femmes. Il invente les «excès» de l'aide médicale d'État et appelle à une «société de vigilance», directement sur le terrain de l'extrême droite. Cette politique détourne l'attention des questions sociales mais vise aussi à diviser : faire monter la haine, enrôler les pauvres contre les très pauvres, les déclassés contre les plus vulnérables. Pourtant, ce ne sont ni les roms, ni les migrants, ni les musulmans qui suppriment nos emplois et saccagent nos services publics !

Pour sa part, le NPA contribue à l'organisation de toutes les ripostes. La liste Ivry anticapitaliste et révolutionnaire portera dans les élections municipales un programme qui se veut le reflet des revendications des travailleuses et des travailleurs en lutte. Elle sera conduite par Brenda Labat, cheminote à gare de l'Est, et Simon Le Coeur, assistant social à la ville de Paris, tous deux impliqués dans la grève et les mobilisations depuis le 5 décembre.

l'interdiction des pesticides, la suppression de la pub, des repas à la cantine et au RU bio et locaux, les bus gratuits.

Nous sommes pour la rénovation et l'isolation des bâtiments car c'est un gouffre énergétique.

Enfin nous avons rappelé notre opposition à la vidéosurveillance et à la police municipale.

Seul regret de la soirée nous n'avons pu aborder le sujet du droit des femmes et des luttes féministes. Pourtant dans la jeunesse cela est omniprésent. Nous aurions aimé évoquer les propositions suivantes : droit à la sexualité libre, droit à la contraception, IVG libre, serviettes hygiéniques gratuites, lutte contre toutes les violences faites aux femmes, etc. Mais nous nous rattrapons le 27 février à notre réunion publique pour un «Poitiers féministe et anticapitaliste».

Correspondant

Pour les nationalistes, les nations s'ancrent dans un passé immémorial. Cette vision est largement démentie par les travaux historiques. Antérieurement au 18^e siècle, existait seulement dans certaines populations le sentiment plus ou moins diffus d'appartenir à une entité dépassant les limites de l'environnement immédiat. Ce sentiment était probablement plus fort dans les couches sociales instruites et/ou mobiles ; il était moins prégnant dans les couches populaires, notamment paysannes, utilisant des parlers locaux, souvent illettrés et à l'horizon géographique restreint à leur village et à sa proximité.

Pas de nation avant le 18^e siècle

Par ailleurs, les circonstances historiques ont pu jouer un rôle dans le développement d'un sentiment d'identité nationale. Il est ainsi soutenu que la Reconquista espagnole (l'avancée vers le sud des royaumes chrétiens unifiés sous la direction castillane, jusqu'à faire disparaître les États musulmans), la rupture avec le catholicisme en Angleterre et en Allemagne, la guerre de Cent ans en France ont contribué à la diffusion d'un sentiment de type national dans ces différentes contrées ; c'est-à-dire à la conscience d'une communauté allant au-delà de l'horizon immédiat et différente de celles que pouvaient constituer d'autres populations. Selon divers auteurs, l'imprimerie a joué un rôle majeur dans la diffusion des sentiments nationaux en favorisant le primat d'une langue. En effet, les contraintes techniques et commerciales de l'imprimerie, l'obligation de rentabilité ont conduit les imprimeurs, pour ne pas multiplier les petits tirages, à privilégier les langues qui permettaient de toucher le public le plus large : des langues « moyennes » accessibles à ceux qui utilisaient dans la vie courante des parlers différents mais proches. Dans chaque grand État ou groupe d'États (l'Italie et l'Allemagne étant encore fragmentées), un langage acquit peu à peu un statut commun même si une grande partie de la population ne le maîtrisait pas : en France, sur 28 millions d'habitants en 1791, 3 millions parlaient couramment le français et 6 millions ne le comprenaient pas ; au moment de l'unification italienne, en 1860, seule une minorité limitée (de l'ordre de 12% de la population) comprenait le toscan, base de l'italien. Les transformations économiques et l'avènement du capitalisme jouèrent évidemment un rôle dans la constitution des nations et leur projection politique en États. Comme Marx et Engels le notaient dans le *Manifeste du parti communiste* : « La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production, de la propriété et de la population. [...] La conséquence totale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des

La question nationale en Europe de l'Ouest

Les nationalistes sont à l'offensive dans plusieurs régions du monde. Les clivages selon l'origine (nationale, religieuse, « raciale ») sont instrumentalisés pour rendre plus difficile l'unité des dominés. Dans le même temps, certains peuples souffrent de situations d'oppression. Pour ne pas rester trop général sur ces questions, cet article traite avant tout de l'Europe de l'Ouest.



WIKIMEDIA COMMONS

lois, des gouvernements, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe, derrière un seul cordon douanier». D'autres aspects pourraient être pris en compte mais la conclusion est claire : l'idée nationale, au sens de la revendication démocratique de populations qui pensent se ressembler à se trouver rassemblées sous l'autorité de gouvernants dont elles estiment qu'ils leur ressemblent, ne remonte guère qu'à la seconde moitié du 18^e siècle. Les guerres entre la France révolutionnaire puis napoléonienne et les puissances monarchistes ont été à la fois des guerres « idéologiques » (entre le vieux et l'ancien monde) et des guerres d'annexion de la part de la France. Leur durée, le développement des armées de volontaires et de conscription (et non plus par des mercenaires comme souvent sous l'Ancien Régime) ont aussi contribué à la solidification d'une conscience nationale.

Droit au divorce et obligation du divorce

Au sortir des guerres de la Révolution et de l'Empire, les sentiments nationaux se sont donc renforcés. Certaines nations restaient divisées : Italie, Allemagne. Des États multinationaux englobaient des nationalités différentes : empire d'Autriche, empire turc (qui comprenait la Grèce et les Balkans). Le Royaume-Uni incluait l'Écosse et surtout l'Irlande. Les situations des nations n'ayant pas accédé à un État étaient très différentes. Le « mouvement des nationalités » allait marquer tout le 19^e siècle et être à

l'origine de révolutions (en 1848), de révoltes populaires (en Grèce, dans les Balkans, en Irlande), de guerres (autour des unifications italienne et allemande, puis entre les nouveaux États balkaniques devenus indépendants), de développement de partis politiques des nations minoritaires là où le débat parlementaire était possible (Autriche-Hongrie). Avec la Première Guerre mondiale, les empires multinationaux (Turquie et Autriche-Hongrie) s'écroulèrent, de nouveaux États apparurent en Europe centrale et orientale, puis l'Irlande (du Sud) conquit son indépendance. Bien plus tard, la chute de l'URSS a été suivie de l'apparition de nouveaux États (de façon sanglante dans l'ex-Yougoslavie, dont la création avait pourtant répondu à une vraie aspiration). L'Europe de l'Ouest et centrale est maintenant pour l'essentiel englobée dans l'Union européenne. Marx et Engels ont élaboré leur pensée en plein « mouvement des nationalités ». Sur la question nationale, leur héritage a deux lignes de force. D'abord, l'internationalisme : au-delà du célèbre « Les prolétaires n'ont pas de patrie », plus essentiel apparaît ce passage du *Manifeste* : « Dans les différentes luttes nationales du prolétariat, [les communistes] mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat ». Ensuite, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, qui apparaît dans des articles de Marx sur la Pologne (alors soumise essentiellement à l'empire russe) et l'Irlande. Analysant le *Manifeste* et d'autres textes, Roman Rosdolsky soulignait : « On peut tout aussi peu conclure du *Manifeste* qu'il y est question d'un "nihilisme" du prolétariat envers la question nationale, ni prêcher son indifférence envers les mouvements nationaux : "l'inexistence de la patrie" dont il parle concerne l'État national bourgeois... ». Il convient de préciser qu'on ne trouve chez Marx aucune définition de la nation ; Engels, pour sa part, s'était lancé dans une distinction hasardeuse entre les nations ayant vocation à s'ériger en États et les « peuples sans histoire », ou survivants d'étapes passées de l'histoire, qui ne l'ont pas. Les marxistes ont dû apprécier les situations concrètes à la lumière de cet héritage. Rosa

Luxemburg, au nom du primat de l'internationalisme, dénonça le combat des Polonais pour l'indépendance. Lénine, pour sa part, soutint le droit des Polonais et des nationalités opprimées à la séparation, en considérant que ce droit était inconditionnel : « L'éducation internationaliste des ouvriers des pays oppresseurs doit nécessairement consister en premier lieu à prêcher et à défendre le principe de la liberté de séparation des pays opprimés. Sinon, pas d'internationalisme ». Mais il n'en découlait pas que les communistes devaient se battre pour la séparation en toute circonstance : il pouvait être plus adapté du point de vue du prolétariat national et international de prôner une « union librement consentie ».

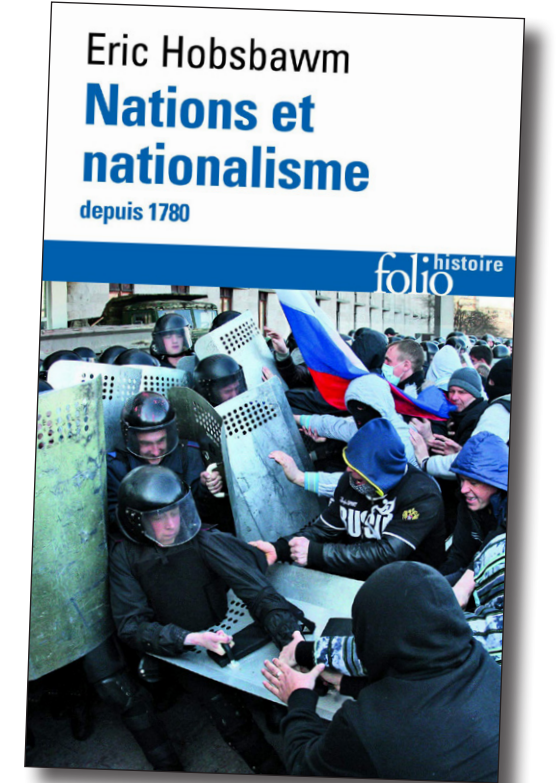
Séparatismes d'aujourd'hui

Au début du 21^e siècle, la question nationale en Europe occidentale n'a pas disparu ; on peut même dire qu'elle connaît un regain d'actualité. Les revendications nationales visent à obtenir un régime spécifique (des droits particuliers) au sein de l'entité étatique de rattachement ou bien la séparation. Quatre cas font actuellement l'actualité : l'Écosse par rapport au Royaume-Uni, la Flandre par rapport à la Belgique, la Catalogne (et le Pays basque) par rapport à l'État espagnol. L'Écosse a été indépendante (juridiquement, jusqu'à l'Acte d'union de 1707), de même que la Catalogne (indépendante au Moyen Âge, celle-ci avait conservé son autonomie jusqu'en 1714 et l'avait reconquise avec la République espagnole en 1932 avant de subir la répression franquiste), tandis que la Flandre a subi une oppression linguistique (durant le 1^{er} siècle de l'État belge, créé en 1830). Mais les séparatismes actuels ne sont pas simplement l'ombre portée du passé : ils se développent dans un contexte renouvelé, celui du capitalisme mondialisé, de l'Union européenne et de l'austérité. La capacité de décision des États semble s'évaporer tandis que les politiques d'austérité minent leur légitimité. Cela suscite une aspiration populaire à un pouvoir politique capable d'agir. C'est un des ressorts du vote pour le Brexit. Divers courants prétendent répondre à cette aspiration : des anticapitalistes (mais ils sont faibles), des courants réformistes de gauche, mais aussi des conservateurs nationalistes et l'extrême droite. Les forces politiques séparatistes s'insèrent elles aussi dans ce paysage et promettent de faire mieux que les États actuels. D'anciennes aspirations prennent ainsi un nouveau visage : selon les cas, elles ont une réalité populaire plus ou moins forte et s'incarnent dans des forces politiques plus ou moins de droite ou de gauche, et aussi plus ou moins ouvertes vis-à-vis des populations provenant d'ailleurs. C'est dans ce paysage compliqué que doivent réfléchir de façon indépendante et agir les anticapitalistes et révolutionnaires.

Henri Wilno

Lectures

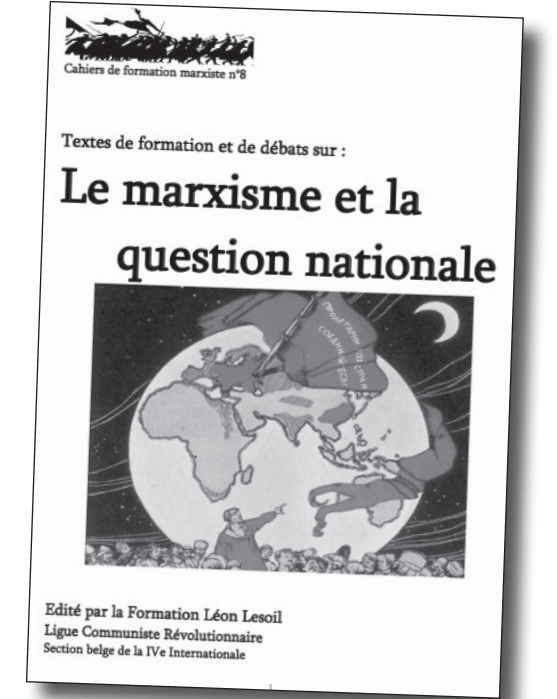
- Marx & Engels, *Manifeste communiste*, février 1848.
- Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Folio Histoire, 2002.



Roman Rosdolsky, *Les travailleurs et la patrie, Note sur un passage du « Manifeste Communiste »*, été 1965. <https://www.marxists.org/francais/rosdolsky/works/1965/oo/patrie.htm>

Lénine, *Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*, 1916. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/07/19160700k>

La LCR belge (l'actuelle Gauche anticapitaliste) a édité un recueil de textes : *Cahiers de formation marxiste n° 8 – Textes de formation et de débats sur le marxisme et la question nationale*, qui est téléchargeable à l'adresse http://www.lcr-lagauche.be/cm/pdf/cahiers/Question_nationale.pdf



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



DR

«Ce n'est pas la démocratie qui meurt, c'est Julian Assange»

*Ce texte a été prononcé par le sociologue et philosophe **Geoffroy de Lagasnerie** lors de la soirée de soutien à Julian Assange, contre son extradition, organisée le 20 février 2020 à Paris. Nous le reproduisons avec son autorisation.*

Dans un texte publié en 1986, Jacques Derrida avance qu'il y a des moments de l'humanité où le destin de certains individus en viennent à incarner ce qu'il appelle le « *destin de l'humanité* » – le tout du monde. Leur vie condense une situation dans laquelle chacun sent qu'il en va de la gouvernementalité générale, de l'économie des forces à l'œuvre dans le monde et à laquelle chacun d'entre nous est, malgré soi, exposé. Derrida affirme que, alors qu'il écrit ce texte en 1986, celui dont la vie synthétise ce tout du monde, c'est Nelson Mandela. Il mentionne aussi ce qui se passe en Palestine-Israël. Je pense que ce qui se passe, aujourd'hui, autour de Julian Assange représente ce type de situation où le destin de l'humanité est en jeu. Ce qui lui arrive est aussi important et devrait susciter la même indignation mondiale que celle de Nelson Mandela. Il en va aussi dans ce combat de la protection de la vie et de la mise à mort, de la guerre et de l'État, du droit et de la justice. Il en va aussi d'ailleurs de la question raciale. On pourrait en effet expliquer le fait qu'Edward Snowden suscite une plus grande sympathie qu'Assange en Europe ou aux États-Unis par le fait que les fuites faites par Snowden impliquaient des Occidentaux blancs, alors que beaucoup de celles de WikiLeaks impliquaient des Yéménites, des Afghans, des Irakiens....

«Assange s'inscrit dans l'histoire de la dissidence politique»

Le procès pour extradition de Julian Assange s'ouvre lundi 24 février au Royaume-Uni. S'il est extradé vers les États-Unis, il risque 175 ans de prison pour « espionnage ». Julian Assange est aujourd'hui, comme l'a écrit Eva Joly dans *le Monde* il y a quelques semaines « *en danger de mort* ». Il subit ce qui s'apparente à des tortures psychologiques et physiques de la part du Royaume-Uni. Entre 2012 et 2019, il était reclus dans l'ambassade d'Équateur à Londres, et il n'a pas pu pendant ces sept ans sortir, se balader, voir le soleil, ce qui a durablement affecté sa santé.

Assange s'inscrit dans l'histoire de la dissidence politique – mais d'une manière extrêmement particulière. Car d'ordinaire, les dissidents politiques venus du bloc de l'Est, de la Chine, de la Russie, de Cuba, de l'Afrique du Sud, pouvaient envisager comme lieux d'accueil possibles les pays occidentaux comme les États-Unis ou l'Angleterre. Ils pouvaient constituer ces pays comme des modèles de droit et de démocratie et fonder leur opposition aux régimes dans lesquels ils vivaient en convoquant ces exemples. Mais quel modèle peut invoquer Julian Assange, mais aussi Edward Snowden, Sarah Harrison, Chelsea Manning, quand ce sont les pays mêmes qui semblaient incarner une sorte d'idéal



qui deviennent le lieu d'exercice de la persécution politique et de l'injustice ?

«Assange a bousculé les valeurs traditionnelles que nous utilisons pour le défendre»

S'il est persécuté, c'est peut-être parce qu'il a bousculé les valeurs traditionnelles que nous utilisons pour le défendre : la manière instituée de pratiquer le journalisme, les formes classiques de révolte contre la violence d'État, les modalités de contrôle de l'espace public.

Nous avons ici affaire à une classe de dissidents orphelins de tout futur et tout présent. Est-ce que le destin de ces individus ne montrerait pas que nous arrivons aujourd'hui à la fin d'une certaine histoire de la démocratie, c'est-à-dire à un moment où toutes les valeurs sur lesquelles nous fondions d'ordinaire nos pratiques, sont en crise ? Nous ne pouvons que très difficilement défendre ces figures en invoquant les valeurs d'État de droit puisque ce sont précisément des États qui se réclament de ses notions qui les persécutent.

L'emprisonnement de Assange est légal et conforme à l'état de droit, la torture de Chelsea Manning et son nouvel emprisonnement sont légaux, la menace de la prison pour Snowden et la privation par les tribunaux américains de sa capacité de percevoir les droits d'auteur de son livre sont fondés légalement. Et ces décisions sont rendues non pas par des gouvernements mais par des magistrats que nous disons indépendants et dont nous nous battons souvent pour protéger l'indépendance.

Nous ne nous situons pas ici dans un état d'exception mais dans une manifestation de l'état du droit. Ce sont donc toutes nos catégories habituelles qui vacillent. Par exemple, nous devons nous méfier de notre utilisation de la catégorie de légalité et de crime. Mettre en question les illégalismes d'État révélés par WikiLeaks est efficace pour justifier les pratiques d'Assange, mais nous ne devons pas oublier qu'il y a sans doute aussi des illégalismes commis de notre côté, que la frontière n'est pas claire et que par conséquent nous devons aussi être capables d'élaborer nos analyses sur d'autres critères.

consensuelles, comme si nous voulions le séparer de ce qu'il est pour le défendre et donc comme si, en fait, nous voulions défendre autre chose que lui à travers lui : la liberté de la presse, la démocratie, l'information.

Mais aujourd'hui ce n'est pas la liberté de la presse qui est en danger : c'est Julian Assange. Ce n'est pas la démocratie qui meurt, c'est Julian Assange.

Le fait qu'il est persécuté ne pourrait-il pas d'ailleurs s'expliquer par le fait qu'il a bousculé les valeurs traditionnelles que, paradoxalement, nous utilisons pour le défendre : la manière instituée de pratiquer le journalisme, les formes classiques de révolte contre la violence d'État, les modalités de contrôle de l'espace public et de la circulation publique des documents, la notion d'intérêt général. Autrement dit, il ne faut pas que la défense d'Assange soit l'occasion d'une restauration des valeurs traditionnelles. Car c'est au contraire là où Julian Assange trouble ces valeurs que se situe la vérité de ce qui se passe aujourd'hui et qui explique ce qu'il subit.

C'est à cette condition en effet que notre mobilisation est susceptible de ne pas le trahir, de ne pas l'emprisonner une deuxième fois, de ne pas être complice des forces gouvernementales, et que nous pourrons continuer à faire exister dans l'espace public le projet de déstabilisation radicale et libertaire qu'il a inauguré – et ainsi, en quelque sorte, à le maintenir en vie parmi nous le plus longtemps possible.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

PAYSANS PAUVRES, «SYNDICALISTES» EN OR.

« On ne peut pas faire plus vert quand on est dans le rouge, a déclaré la présidente de la FNSEA, Christiane Lambert, lors de la conférence de presse préparatoire au salon, ce mardi 18 février. Or un certain nombre d'agriculteurs ont l'économie de leur exploitation dans le rouge. 30% des agriculteurs n'ont pas pu se dégager de revenu durant l'exercice 2017. »

Si le secteur recouvre des situations très diverses, une grande partie de la profession, de fait, va mal. Selon l'Insee, le revenu moyen des agriculteurs exploitants une fois déduits leurs déficits était de 1210 euros par mois en 2017.

Du côté des dirigeants salariés du syndicat majoritaire des exploitants agricoles, nulle menace en revanche sur le pouvoir d'achat. [...]

Les niveaux de salaire de la direction du syndicat historique du monde agricole, qui compte près de 120 salariés, n'ont pourtant rien de modeste. Ils sont déjà bien supérieurs à ce qui se fait dans des entreprises de taille équivalente, mais aussi à ce qui se pratique dans les autres syndicats. Insuffisant, semble-t-il, pour le nouveau directeur général, Clément Faurax... Prenant ses fonctions en avril 2019, ce dernier a décidé une augmentation immédiate sur la plupart des postes de direction allant, selon les cas, de 5 à 30 % du montant de leur rémunération.

Lui-même, devenant directeur général après avoir été directeur adjoint, s'est octroyé une hausse de 22% après avoir déjà connu une revalorisation de près de 8 % en 2017. Il émarge aujourd'hui à 13 400 euros brut mensuels, soit 3 300 euros de plus que le ministre de l'Agriculture qui est rémunéré, comme les autres membres du gouvernement, 10 100 euros brut chaque mois. Celui qui a remplacé Clément Faurac au poste de directeur adjoint après avoir été directeur du département « entreprises et territoires », Jean-Louis Chandellier, a connu la hausse la plus significative : + 30 %. Le salaire mensuel de ce dernier est actuellement de 9 600 euros brut. [...] Dans un communiqué de presse diffusé quelques heures après la mise en ligne de notre article, la FNSEA ne dément aucune de nos informations. « La FNSEA assume pleinement les niveaux de rémunération de ses cadres dirigeants », peut-on lire dans son texte.

Amélie Poinssot, «À la FNSEA, le train de vie hors sol des dirigeants», *Mediapart*, 19 février 2020.

*l'Anti*capitaliste

**Pour découvrir
notre presse, profitez de
notre promotion d'essai :**

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau
de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement

retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM -

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 28 €	☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 €
			☐ 1 an 40 €
Mensuel	☐ 6 mois 22 €	☐ 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 €	☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 €
			☐ 1 an 76 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	
		☐ 3 mois 10 €	

ÉTRANGER-

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique,

cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire
accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ 14 € par trimestre	☐ 25 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter -

Nom : Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter -

[illegible]

BIC

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZ554755

Date :

www.npa2009.org

Signature obligatoire —

www.npa2009.org